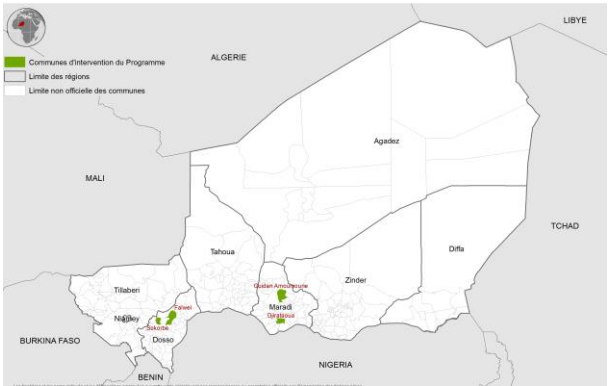





Empowered lives.
Resilient nations.

“ ACCELERER L’AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES RURALES AU NIGER ”
RAPPORT ANNUEL
PERIODE DE RAPPORTAGE 1 JANVIER – 31 DECEMBRE 2018

Période	2015-2016		Total 2016	2017-2018		total 2018												
Sexe	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes													
Bénéficiaires direct-e-s	2400	1200	3200	14700	1300	16000												
Bénéficiaires indirect-e-s	16800	8400	25200	17041	8568	25609												
Programme Title & Project Number <ul style="list-style-type: none"> Accélérer les Progrès vers l’Autonomisation Economique des Femmes Rurales au Niger MPTF Office Project Reference Number:¹ 00092005 			Country, Locality(s), Priority Area(s) / Beneficiaries <i>République du Niger :</i> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Régions</th> <th>Départements</th> <th>Communes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">Dosso</td> <td rowspan="2">Loga</td> <td>Falwel</td> </tr> <tr> <td>Sokorbe</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">Maradi</td> <td>Mayahi</td> <td>Guidan Amoumoune</td> </tr> <tr> <td>Madarounfa</td> <td>Djirataoua</td> </tr> </tbody> </table> 				Régions	Départements	Communes	Dosso	Loga	Falwel	Sokorbe	Maradi	Mayahi	Guidan Amoumoune	Madarounfa	Djirataoua
Régions	Départements	Communes																
Dosso	Loga	Falwel																
		Sokorbe																
Maradi	Mayahi	Guidan Amoumoune																
	Madarounfa	Djirataoua																
Agences des Nations Unies participantes <ul style="list-style-type: none"> FAO, IFAD, UNWOMEN, WFP 			Acteurs impliqués dans la mise en œuvre Contreparties nationales Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l’Enfant, Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage, Haut-Commissariat I3N, Université de Niamey (CRESA) Organisations locales: AEDL; KAIDIYA ; KUNDJI FONDO ; DIKO; AREN ; ASADI, INRAN															
Programme/Project Cost (US\$) <ul style="list-style-type: none"> by Agency Agency Contribution; by Agency (if applicable) Government Contribution: Not applicable Other Contributions (donors)if applicable TOTAL: 2388257 USD (voir détail page22) 			Programme Duration Overall Duration 5 YEARS Start Date : 15 10 2012 Original End Date : 31 12 2019															
Evaluation du Programme /Revue/Mi-parcours Evaluation/Revue -si applicable <i>joindre s’il vous plait</i> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date : jour/ Mois/Année Rapport Evaluation mi- termes – si applicable <i>joindre s’il vous plait</i> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: jour/ Mois/Année			Rapport Soumis par <ul style="list-style-type: none"> Nom : Mme IDI HALIMATOU MOUSSA Titre : Coordinatrice Nationale RWEE Niger Agence des Nations Unies cheffe de file : FAO Email address: Halimatou.Moussa@fao.org: 															

¹ The MPTF Office Project Reference Number are as follows: ETHIOPIA: 00092000; GUATEMALA: 00092001; KYRGYZSTAN: 00092002; LIBERIA: 00092003; NEPAL: 00092004; NIGER: 00092005; RWANDA: 00092006

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEDL : Action Educative pour le Développement Local (ONG locale)

AG : Assemblée Générale

AGR : Activité génératrice de Revenu

AREN : Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (association Locale)

ASADI : Actions pour la sécurité alimentaire et le développement intégré (ONG locale)

CAP : Connaissances, Attitudes et Pratiques

CFS : commission pour la sécurité alimentaire mondiale/ commission of food security

CRESA : Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture

DACPOR : Direction de l'Action Coopérative et de la Promotion des Organismes ruraux

DIKO : ONG locale/ (soutien, entraide en langue locale)

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole

HI3N : Haut-commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens)

IAFA : Indice de l'Autonomisation des Femmes dans l'Agriculture (WEAI en anglais)

INRAN : Institut national des recherches agronomiques au Niger

MPTF : Multi Partner Trust Funds / Fonds fiduciaires multi-bailleurs

MAGEL : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

MPF/PE : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires

ONU FEMMES : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

OP : Organisation Paysanne

PAM : Programme Alimentaire Mondial

UNDAF : Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

RBA : Rome Based Agencies /Agences des Nations Unies basées à Rome

RWEE : Rural Women's Economic Empowerment/ Autonomisation Economique des Femmes Rurales

FORMAT DE RAPPORT NARRATIF

RESUME EXECUTIF

Le Programme intitulé « Accélérer l'Autonomisation Economique des Femmes Rurales » ou en anglais « Joint Programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women – JP-RWEE » est une initiative conjointe de l'ONU-Femmes et des trois agences basées à Rome/ RBA². Il est mis en œuvre à titre pilote dans sept pays³ et vise à créer des synergies découlant du mandat, de l'avantage comparatif et de la force institutionnelle de chacune des quatre agences pour soutenir les efforts des gouvernements nationaux pour l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au Niger, ce programme a démarré ses activités en avril 2015 dans la commune rurale de Falwel. Il a ensuite couvert progressivement les villages ciblés des communes de Djirataoua, Sokorbé et Guidan Amoumoune au rythme de la mobilisation des ressources. Le JP-RWEE intervient actuellement dans 20 villages de ces 4 communes. Les 4 agences y exécutent leurs activités en synergie au profit des mêmes groupes cibles qui totalisent quelque seize mille (16.000) bénéficiaires direct-e-s, dont 14.700 femmes et filles et 1.300 hommes et garçons ; avec 25.609 bénéficiaires indirect-e-s dont 17.041 sont des femmes et des filles. La cible en 2018 est restée la même qu'en 2017 pour un besoin de renforcement des acquis.

De janvier à décembre 2018, le programme a, conformément à sa planification, consolidé les acquis antérieurs en renforçant l'encadrement et le suivi des 120 Clubs Dimitra ; des quatre (4) réseaux communaux des Clubs Dimitra; des 450 femmes récipiendaires des kits petits ruminants (distribués en 2016 et 2017) et des 105 groupes d'épargne et crédit. Les processus non clôturés en 2017 ont été finalisés, notamment l'éducation nutritionnelle à Djirataoua et son évaluation, l'étude d'impact sur le volet allègement des tâches des femmes et le processus d'acquisition des kits de transformation des produits agricoles a été relancé suite aux 39,000 supplémentaires acquis en 2017.

Les réalisations comprennent la conduite de quatre sessions de formation des formateurs des OP , la distribution de semences améliorées à 1.000 femmes, les achats locaux à travers les vouchers pour ravitailler les cantines scolaires, le démarrage du processus d'une étude de référence sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) et score de diversité alimentaire à Guidan Amoumoune et la poursuite du suivi évaluation conjoint des activités à travers la tenue des réunions mensuelles du comité technique et de la réunion annuelle du comité de pilotage.

En outre, l'équipe du programme a participé à l'action globale d'élaboration du plan de travail et du budget pour la période Juillet 2018-Décembre 2019, l'allocation budgétaire de 800 000 USD reçue en 2018, porte le budget acquis sur le financement de la Suède et de la Norvège à 3 188 257 USD sur les 5 116 257 attendus noté dans le document de projet global.

L'équipe a participé également à la préparation et l'organisation de la visite de la vice-secrétaire des Nations Unies accompagnée par Mesdames la Directrice exécutive de l'ONU-Femmes et la Ministre suédoise des affaires étrangères et a contribué à l'évènement parallèle organisé en marge du CFS. En outre, elle a appuyé les Ministères de la promotion de la Femme et de la Protection de et celui de l'agriculture et de l'élevage à organiser l'édition 2018 de la journée internationale des femmes rurales.

I. But / Objectifs et résultats attendus (objectifs intermédiaires) du programme

Le but du programme conjoint JP-RWEE est d'améliorer les conditions de vie et de renforcer les droits des femmes en milieu rural dans le contexte du développement durable. Quatre principaux résultats ont été définis qui sont :

- **Résultat 1** : Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes rurales ;
- **Résultat 2** : Accroissement des revenus des femmes rurales pour leur permettre de subvenir à leurs besoins ;

² ABR ou en anglais Rome Based Agencies communément appelés RBA qui sont FAO ; FIDA et PAM

³ Ethiopie; Guatemala; Kyrgyzstan; Liberia; Nepal; Niger et Ruwanda

- **Résultat 3** : Renforcement du leadership des femmes rurales et de leur participation aux institutions rurales et à l'élaboration des lois, politiques et programmes ;
- **Résultat 4** : Création d'un environnement politique plus soucieux d'une approche sensible au genre pour l'autonomisation économique des femmes rurales.

Le Programme conjoint RWEE est une contribution du Système des Nations Unies aux objectifs de développement du Gouvernement du Niger. Il s'aligne parfaitement aux politiques et stratégies suivantes :

- i) Le Plan d'action quinquennal 2018-2022 de mise en œuvre de la stratégie nationale d'autonomisation économique de la femme au Niger (SNAEF); Le programme conjoint JP-RWEE contribue à la mise en œuvre des Programmes 1 et 2 de l'effet⁴ 1 ainsi qu'au programme 1 de l'effet 2 ;
- ii) L'approche commune de convergence de l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens). L'approche commune de convergence est fondée sur le principe d'une synergie programmatique, thématique et géographique entre les agences des Nations Unies et sous le leadership du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N en vue d'améliorer la résilience des communautés vulnérables ;
- iii) Le programme s'aligne également sur les trois résultats stratégiques de l'UNDAF Niger 2019-2022 **RS3-Développement social et protection ; RS2-Gouvernance, paix et sécurité et RS1- Résilience** et plus précisément aux effets (1), (3) et (5) qui sont : **Effet 1**. D'ici à 2021, les populations rurales ciblées accèdent à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décents, participent aux mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et des catastrophes et à une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique. **Effet 3**. D'ici à 2021, les femmes et les jeunes/adolescents des zones ciblées bénéficient d'opportunités économiques viables, acquies des compétences et aptitudes nécessaires à leur autonomisation et participent aux processus de prise de décision et à la promotion des pratiques visant l'élimination des inégalités et des violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants. **Effet 5**. D'ici à 2021, les populations des zones ciblées, particulièrement les femmes, les enfants et les adolescent(e)s, utilisent équitablement les services de qualité en matière de santé, santé sexuelle et de la reproduction, de VIH/SIDA et de nutrition, ainsi que les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Le JP-RWEE au Niger un exemple innovateur d'intervention pour le développement orienté sur l'impact parce que :

- Les quatre agences des Nations Unies travaillent ensemble dans les mêmes villages de quatre communes de convergence dans les régions de Maradi et Dosso, en mettant en œuvre des activités liées à leur expertise.
- La volonté de « ne laisser personne pour compte » constitue l'esprit de ce Programme. C'est pourquoi l'approche participative sensible au genre, les Clubs Dimitra de la FAO, ont été choisis comme point d'entrée pour toutes les activités sur le terrain. Les Clubs assurent la transparence et la bonne gouvernance du projet et renforcent l'égalité hommes-femmes, la mobilisation communautaire et la participation réelle des communautés rurales.
- Selon une approche holistique et équilibrée, les activités du Programme reflètent les trois dimensions du développement durable (économique, social et environnemental) tout renforçant la cohésion sociale.

II. Résultats

⁴ EFFET 1 : Les femmes jouissent d'un environnement socioculturel, économique, politique et juridique favorable à l'autonomisation économique
 Programme 1 : Renforcement d'un contexte socioculturel, économique, politique et juridique favorables à l'autonomisation économique des femmes
 Programme 2: Renforcement des connaissances et aptitudes des femmes et de leurs organisations
 Effet 2 : Les femmes jouissent de leurs droits garantissant l'accès et le contrôle des moyens de production et leur participation aux marchés et aux emplois.
 Programme 1 : Renforcement de l'accès et le contrôle des moyens de production, de transformation et de conservation et l'accès aux marchés par les femmes

i) Rapport narratif sur les résultats

Les résultats et changements obtenus aux termes de l'année 2018 sont décrits selon les indicateurs de produits classés par objectif d'effet recherché.

Objectif intermédiaire 1 : Les femmes rurales ont une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée

L'objectif est de faciliter un accès accru aux ressources, aux actifs et aux services essentiels de base pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes vivant en milieu rural, et de renforcer leurs capacités afin qu'elles contrôlent mieux leurs productions et les réserves locales de sécurité alimentaire. Pour tendre vers cet objectif intermédiaire, les deux produits ci-dessous sont détaillés :

Produit.1.1 : Les femmes rurales ont un accès accru aux ressources, actifs et services essentiels à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle

Ce produit est attendu des actions conjuguées des quatre agences pour faciliter l'accès des femmes à l'information, au crédit, aux kits petits ruminants, à la terre, aux intrants, aux services intégrés d'agriculture et de nutrition afin qu'elles adoptent des techniques agricoles et des pratiques nutritionnelles améliorées.

L'accès des hommes et des femmes à l'information est assuré par la FAO en collaboration avec l'ONG AEDL à travers les 120 Clubs Dimitra qui totalisent 3.600 membres, dont 2.400 femmes/filles (et 1.200 hommes/garçons). Au cours de 2018, les clubs ont renforcé l'accès à l'information des membres et leur participation aux décisions de la vie communautaire. Dans ce cadre, les clubs ont renforcé leurs compétences en matière d'analyse des problèmes et de recherche de solutions et ont joué le rôle de relais pour le partage des informations au-delà des clubs, notamment sur les thématiques telles que l'éducation nutritionnelle, le stockage et la conservation des denrées, les achats locaux etc. Dans une étude d'impact financée par la FAO, certains Clubs Dimitra ciblés par le RWEA ont attribué à la mobilisation communautaire et l'action collective des clubs, l'impact sur l'amélioration de la santé, l'allègement de la charge de travail des femmes et l'inclusion sociale (voir témoignage ci-joint fait par des membres du club des vieilles femmes de Malam Koira) :

La vie des clubs nous a apporté un grand changement, un grand soulagement, nous avons compris beaucoup de choses qui améliorent notre santé. Même la femme qui ne fait pas partie du club, elle bénéficie des bienfaits du club parce qu'elle est au courant de tout ce que les autres font, elle voit aussi le changement des autres femmes et elle copie. (...) ...

(Club Vieilles Femmes, Malam Koira)

Source: "FAO Dimitra Clubs in Niger: an Impact Study" /Version 2.1/ Sabrina Aguiari, PhD/ January 2019 P.5

L'ONU-femmes en partenariat avec l'ONG Diko assure la création et l'encadrement des groupements féminins. Le renforcement de l'encadrement des groupements féminins a permis à 2.973 femmes membres d'accéder au crédit interne octroyé au sein des 105 groupes qui mènent les activités d'épargne et de crédit. Le crédit est utilisé pour l'essentiel dans la conduite des activités génératrices de revenus individuelles et collectives.

Le FIDA, en collaboration avec l'association AREN (pour les communes de Falwel et Sokorbé) et l'ONGA SADI (pour Djirataoua et Guidan Amoumoune), ont assuré le suivi des kits petits ruminants distribués en 2016 et 2017 et le renforcement des capacités des bénéficiaires. Pour rappel en 2016 (770 caprins + 52,5 tonnes d'aliments bétail) ont été octroyés à 350 femmes vulnérables des communes de Falwel et Djirataoua et en 2017 (300 têtes de petits ruminants et de 15 tonnes d'aliments bétail) à 100 femmes vulnérables des 10 villages des communes de Sokorbé et Guidan Amoumoune. Le cycle de redistribution a commencé en fin 2017 et a continué au cours de 2018 en même temps que les ventes des mâles pour satisfaire les besoins des ménages. En effet cela a fait bénéficier 256 autres femmes vulnérables des communes de Falwel et Djirataoua, soit un total de 706 femmes détenant 1349 têtes de caprins. Jusqu'en avril 2018, le renforcement des capacités des bénéficiaires a été fait sur les techniques de conduite de l'élevage, les soins sanitaires et l'alimentation des caprins.

Des sessions d'éducation nutritionnelle ont été conduites par la FAO en partenariat avec l'ONG Kundji fondo ciblant les 900 bénéficiaires prévus, membres des clubs Dimitra (600 femmes et filles et 300 hommes et garçons) de la commune de Djirataoua. Quelques 4.328 bénéficiaires indirectes ont été touchés par les activités

d'éducation nutritionnelle, notamment les démonstrations culinaires et les sensibilisations sur les thématiques spécifiques. Pour rappel, le paquet « éducation nutritionnelle » conduit au sein du JP-RWEE comprend une étude référence et une évaluation finale conduites par la FAO en collaboration avec le CRESA, entre lesquelles se font les sensibilisations sur l'hygiène et assainissement, la nutrition accompagnée des démonstrations culinaires.

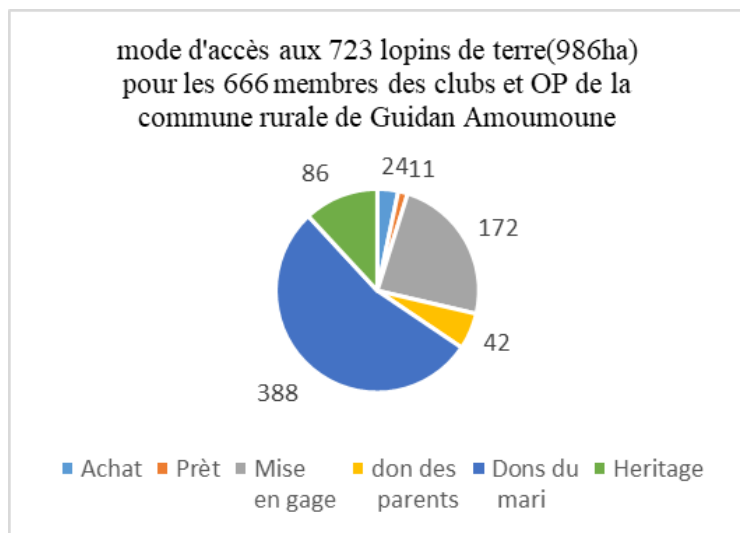
Il a été prévu que 400 femmes et 200 hommes accèdent aux formations dans 20 champs écoles paysans pluviaux grâce à l'encadrement de la FAO (sur fonds propre), en collaboration avec le MAG/EL ; 11 champs écoles paysans ont fonctionné en 2018 et les 9 seront appuyés en 2019. Quelques 220 femmes et 110 hommes y ont ainsi renforcé leurs connaissances comme le témoignent le club des jeunes de Mallam Koirà en ces termes :

Avec les nouvelles techniques acquises, s'il pleut beaucoup sur un champ d'un ha le propriétaire peut avoir 100 bottes mais auparavant à peine qu'il aura 60 bottes. C'est l'agent de l'agriculture de Falwel qui nous a formé. On a encore reçu une formation sur les pathologies animales et l'élevage avec le service de l'élevage de Falwel. Pour participer à ces formations, on choisit 25 personnes du village, membres des clubs ou non. Le choix est fait lors d'une assemblée villageoise (AV). Ce sont les clubs qui convoquent l'AV. Auparavant les assemblées villageoises se tenaient rarement.

Leaders des Club des Jeunes Hommes, Malam Koirà

*Source: "FAO DIMITRA CLUBS IN NIGER: AN IMPACT STUDY" P.54/Version 2.1/
Sabrina Aguiari, PhD/ January 2019*

Grace aux actions conjuguées de la FAO, du FIDA, de l'ONU FEMMES décrites ci hauts et du PAM en partenariat avec l'ONG Kaidiya (cantine scolaire), 600 femmes ont accédé aux services intégrés d'agriculture et de nutrition, ce qui donne un cumul de 2.430 sur les 3.600 femmes bénéficiaires ciblées ; le gap sera comblé en 2019. Par rapport à l'accès à la terre, comme notifié antérieurement, l'accès individuel aux petits lopins de terrain au niveau familial n'est pas un gros problème, mais le contrôle et/ou l'accès aux grandes superficies nécessitent une influence et ou des ressources financières. Dans les communes de Falwel et Sokorbé, par exemple, les femmes héritent rarement de la terre, mais grâce aux intrants distribués, elles négocient l'accès selon plusieurs canaux. Plusieurs actions de sensibilisation (focus mis sur l'achat pour constituer des ressources propres et l'héritage pour jouir de ses droits) sont conduites à l'intérieur des clubs pour renforcer l'accès et le contrôle de la terre par les femmes, Sur la base des données collectées par l'ONG Diko auprès de 23 OP et clubs Dimitra de Guidan Amoumoune et traitées au niveau de la coordination, il ressort : sur les 676 membres (de 23 OP et clubs Dimitra) interrogées, seules 11 n'ont pas accès à la terre. Les 665 ont accès globalement à 988 ha selon plusieurs modes ; et en termes de contrôle, on dénombre 98 femmes qui ont soit hérité, soit acheté 88 ha dont la transaction a été matérialisée par un acte foncier comme l'indique la figure ci-dessous :



Produit 1.2: Les femmes rurales ont des capacités accrues pour renforcer et contrôler les réserves locales de sécurité alimentaire

Pour la réalisation de ce produit, il a été prévu en 2018 de continuer à appuyer les femmes dans la gestion et l'entretien des plateformes multifonctionnelles, de les former et les doter de kits de transformation agricole et de recenser dans la zone d'intervention, le nombre de femmes qui, du fait du renforcement des capacités reçues, arrivent à gérer des stocks céréaliers (dont la mise en place n'est pas forcément appuyée par le JP-RWEE) au sein des communautés.

Dans ce cadre, le FIDA en collaboration avec l'IRAN, a relancé le processus pour les kits de transformation demandés par les femmes. Les besoins pour cette activité ont été exprimés par les membres des Clubs Dimitra au niveau des communes sur divers appuis avec un focus sur la transformation, la conservation, le conditionnement et la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux. Il s'agit principalement de l'extraction d'huile d'arachide, de la fabrication de couscous de céréales et des produits laitiers. Ces activités avaient été proposées en 2016 et comme les besoins pouvaient avoir changé depuis lors, il a été convenu de les revoir avec les bénéficiaires en identifiant d'autres nouvelles activités sur la valorisation des produits forestiers non ligneux. Au niveau des communes de Falwel, Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune, les activités porteuses à forte rentabilité et valeur nutritive seront identifiées à travers un diagnostic du potentiel du couvert végétal en impliquant les Clubs Dimitra.

Ce diagnostic permettra d'identifier la nature et l'importance des espèces agroforestières existantes afin de les valoriser à travers les technologies de transformation tout en respectant les adaptations climatiques et la régénération naturelle assistée. Cette activité au niveau de tous les 20 villages intègre également le renforcement des capacités techniques et matérielles, à savoir la formation professionnelle des bénéficiaires et leur équipement en petit matériel, nécessaire pour le démarrage de leurs activités. Il a été également convenu de cultiver la synergie avec les autres programmes des agences et avec les autres intervenants. Le PAM met en œuvre un programme de fortification alimentaire dans les régions de Maradi et Dosso qui est le FOPAT (fortification des produits alimentaires transformés). Il a été donc retenu suite aux échanges que :

- Le PAM partage l'étude diagnostic faite dans ce domaine au niveau d'une des communes d'intervention, que le prestataire du FIDA peut capitaliser. Il complétera son diagnostic en recherchant les autres données manquantes et pour les autres communes non prises en compte par le PAM.
- L'INRAN (le prestataire du FIDA après son diagnostic) partage les besoins des bénéficiaires afin que chaque agence se positionne sur la chaîne de valeur dans l'esprit d'une synergie d'action.

Il ressort de l'analyse des documents du diagnostic du PAM comme indiqué dans le tableau ci-dessous (qui résume les régions, communes et les unions bénéficiaires des interventions du PAM à travers le FOPAT) que les deux projets interviennent ensemble dans deux villages de deux communes, à savoir Falwel commune de Falwel) et Danja, (commune de Djirataoua). Au niveau de ces deux villages des deux communes, le JP-RWEE et le FOPAT ont ciblé les mêmes thématiques de transformation à savoir ; huile d'arachide, Beroua et farine de niébé et Degué de mil.

Dans le cadre de l'opération « Kits de transformation », le FIDA peut valider le choix de ces thématiques au niveau des deux villages : Falwel et de Danja.

REGION	USCOOPS	PRODUITS CHOISIS pour la fortification
Dosso	Union Maddan Ben de Falwel	Huile d'arachide et Béroura
	Union Maddaka de Farrey	Huile d'arachide et ses dérivées (pate d'arachide et Tourteaux)
	Union Lakalkaney de Loga	Huile d'arachide et Béroura
Maradi	Union Koda Naka de Danja	Huile d'arachide et Talia (spaghetti de niébé)
	Union haddin kan Matta de Sarkin Hatsi	Huile d'arachide et couscous de niébé
	Union UCOOK de Keguel	Huile d'arachide et Farine de niébé
	Union UMAG de Gamji	Huile d'arachide et couscous de niébé

Source rapport annuel 2018 du FIDA

Autrement dit, au cours de la première phase de mise en œuvre des activités de l'opération Kit de transformation à Falwel et Djirataoua, il reste à sélectionner les bénéficiaires à former et les éléments constituant les kits relatifs aux thématiques ciblées. À Sokorbé et Guidan Amoumoune, il reste à cibler les thématiques en lien avec l'agroforesterie, sélectionner les 400 bénéficiaires (20 femmes par village) à former et constituer les éléments du kit de chaque thématique.

Une discussion au sein du comité technique pour un meilleur partage des informations et une culture de la synergie pour impulser l'activité est à prévoir.

Analyse des tendances vers l'atteinte de l'objectif intermédiaire 1 :

Le programme s'est proposé de mesurer l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes rurales à travers (i) le taux d'augmentation de la production agricole (végétale et animale) des agricultrices et (ii) l'augmentation du score de diversité alimentaire au sein des ménages.

- Augmentation de la production agricole des agricultrices

Le taux d'augmentation de la production végétale des agricultrices

L'appui en semences améliorées (530 Kg de mil) apporté en 2018 par la FAO en collaboration avec l'ONG Kaidiya au profit des OP de Falwel et Sokorbé ; renforcé par les formations en techniques de production améliorées dans les champs écoles paysans conduites en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et du PRODAF (programme de développement de l'agriculture familiale financé par le FIDA) ont permis un accroissement global de la production végétale. La moyenne de rendement est estimée à **7,03 kg sur 100 M²** autrement dit un champ d'un hectare a donné théoriquement **703 kg** de mil. D'après le directeur départemental de l'agriculture de Loga, cet appui a donné un rendement additionnel de 30% comparé au rendement moyen du Département sur les cinq (5) ans. D'après les femmes bénéficiaires, les récoltes ont été stockées ; une grande partie sera vendue et une petite partie sera réservée comme semences pour la campagne 2019.

Le taux d'augmentation de la production animale des agricultrices

En 2018, le taux d'augmentation de la production animale est estimé à 49.61%⁵. Ce taux a diminué comparativement à celui de 2017 qui était de 55.19% car certains bénéficiaires ont vendu quelques têtes pour subvenir à certains besoins dont l'alimentation des ménages pendant la soudure ou acheter des gros ruminants comme le notifie les témoignages ci-contre et ci-dessous.

« Les 2 chèvres que j'ai reçues sont devenues 5 après 2 mises bas. On a pris une chèvre pour la rotation et je me suis retrouvée avec 4 chèvres. J'ai vendu les 3 chèvres à 85 000 F CFA (147,31 usd : XOF 577), et on m'a acheté un bœuf que je vais garder pour l'embouche. Maintenant j'ai une chèvre qui a mis bas et le bœuf. Je remercie infiniment le programme conjoint car avant cet appui, je n'avais aucun bétail dans mon ménage » **Binta Moutari**, bénéficiaire de kits pastoraux du village de Dandja
: Source : rapport semestriel 2018_FIDA

⁵ Le taux se calcule comme suit: ((effectif actuel – effectif placé) / effectif placé) * 100. Pour 2018, l'effectif actuel est de 1152 et l'effectif placé de 770 (données de synthèse des rapports des prestataires et suivis effectués par les services techniques).

« Je commence par remercier le programme conjoint qui m'a permis d'avoir 2 chèvres et le bouc donné par groupe. Je me suis retrouvée avec 4 chèvres. J'ai vendu une chèvre et j'ai acheté une autre chèvre à 25.000 F, le reste de l'argent, je l'ai utilisé pour mes besoins de subsistance. Je continue à profiter du lait de chèvre (consommation et vente).
Habbi Mamane Daouda, bénéficiaire du village de Doullou / Source : rapport semestriel 2018_FIDA

D'autres parts ; les analyses ont montré la contribution importante de ces kits à l'augmentation du revenu des bénéficiaires (voir l'exemple de l'analyse conduite sur l'échantillon de Djirataoua à l'outcome2.)

Augmentation du score de diversité alimentaire au sein des ménages

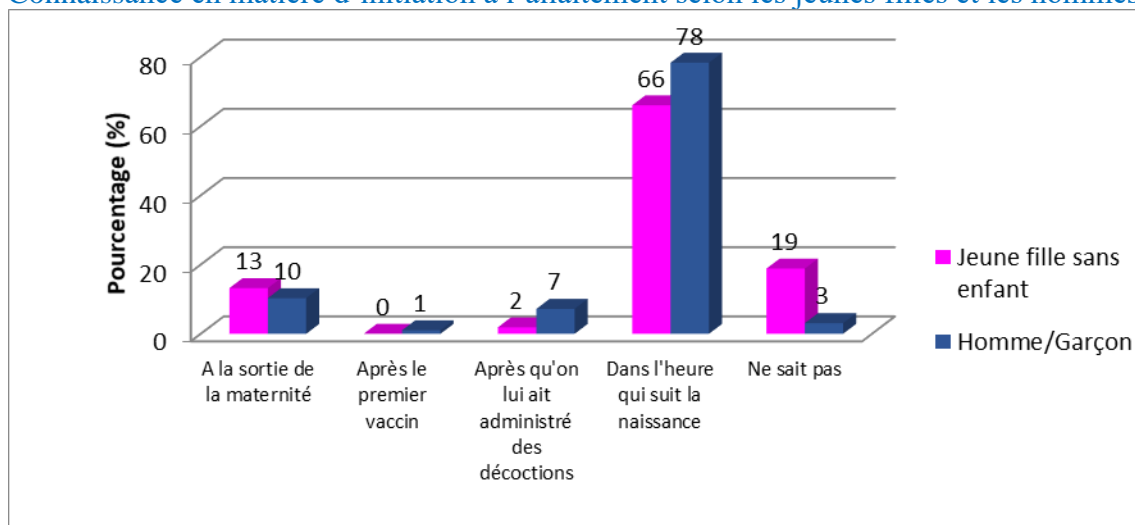
L'évaluation finale quantitative des connaissances Attitudes et Pratiques en nutrition et score de diversité alimentaire (CAP/SDA) au niveau des Clubs Dimitra de la commune de Djiratawa a été conduite en fin 2018 par la FAO, en collaboration avec le CRESA. Auparavant, en fin 2017, une étude de référence CAP/SDA avait été conduite à Djirataoua, suivie par des activités d'éducation nutritionnelle de janvier à mars 2018. L'ONG Kundji Fondo a, en collaboration avec la FAO, conduit les activités d'éducation nutritionnelle. Après la formation des encadreurs et des leaders des Clubs Dimitra ; 900 membres des clubs ont été encadrés et suivis sur l'éducation nutritionnelle. A travers un test de niveau avant et après formation, il a été noté une évolution de connaissance en nutrition allant de 9,26 à 14,33 de moyenne pour les participants des membres de clubs à la formation ; 4328 personnes (25% hommes, 50% femmes, 25% jeunes) touchées lors des sensibilisations communautaires ; 375 ménages suivis à travers les visites à domiciles, 12 recettes locales identifiées et améliorées sur la base des produits locaux.

Comparativement à l'étude de base, la moyenne du score de diversité alimentaire est passée de 2,42 (étude de base) à 3,73 (évaluation). Ce taux moyen cache une disparité entre les villages d'intervention car Dollou II et Namaroua ont connu une légère évolution du score, tandis que pour les trois autres villages, le score de diversité alimentaire est au-delà de 4. La faible avancée dans ces deux villages (Doullou II et Namaroua) doit être approfondie par le programme afin d'y trouver des pistes de solutions.

Les connaissances sur l'allaitement et l'alimentation infantile ont évolué avec un taux moyen de 15% à l'étude de base à 72% à l'évaluation finale.

L'étude a montré que la pratique de l'allaitement maternel est culturellement généralisée dans la zone du programme. En effet, 100% des enfants ont été mis au sein dans l'heure qui a suivi leur naissance dans tous les villages, à l'exception de Tajayé Peulh (67%). Ainsi, les connaissances en matière d'initiation à l'allaitement précoce ont également progressé chez les jeunes filles et les hommes depuis la première enquête de base. En effet, le taux de connaissance est passé de 16 et 13% respectivement à 66 et 78% chez les jeunes filles et les hommes comme le démontre la figure ci-dessous.

Connaissance en matière d'initiation à l'allaitement selon les jeunes filles et les hommes



Selon le rapport de l'étude, les pratiques alimentaires au sein des ménages restent dictées principalement par l'homme qui est le pourvoyeur des ressources bien que ces hommes n'aient aucune idée en matière de nutrition infantile. De manière globale, la budgétisation de l'alimentation familiale et les pratiques liées aux prises des repas favorisent les hommes au détriment des enfants et des femmes lors de l'enquête de base. Il convient de noter une avancée majeure au niveau du village de Tajayé Peulh en ce qui concerne la distribution des repas. Ainsi, une fois les plats préparés, les enfants sont servis avant les hommes contrairement aux autres villages où les hommes sont les premiers à être servis suivis par les enfants et ceci aussi bien à l'étude de base qu'à l'évaluation finale.

L'accès à l'eau potable est de 70% pour les enquêtés de la zone et les points d'approvisionnement sont en majorité situés à moins de 200m. L'utilisation des latrines est restée faible. Elle ne concerne que 23 à 27% des membres des Club Dimitra. Le traitement des excréments des bébés suit la même règle du fait du manque des latrines. L'absence de connaissances et de pratique en matière de lavage des mains et de propreté reste encore d'actualité dans la zone du projet.

Objectif intermédiaire 2 : Les femmes rurales ont augmenté leurs revenus pour sécuriser leurs moyens de subsistance.

Pour l'augmentation de leurs revenus, le JP-RWEE Niger accompagne les femmes rurales dans l'amélioration de leurs compétences entrepreneuriales, le développement des chaînes de valeurs pour accéder aux marchés avec leurs produits et leur facilite l'accès à des outils d'allègement des tâches afin qu'elles puissent initier des AGR. La réalisation des deux produits ci-dessous devait permettre de tendre vers cet objectif.

Produit.2.1 : Les femmes rurales ont amélioré leurs compétences entrepreneuriales et leurs chaînes de valeurs pour accéder aux marchés avec leurs produits

Cet objectif devait résulter de l'accès des femmes et des hommes aux achats locaux organisés par le PAM pour ravitailler les cantines scolaires et les formations des femmes et des OP sur la structuration et l'entreprenariat agricole renforcées par le FIDA, l'ONU Femmes, le PAM et la FAO soutenu par la fructification des ressources décrites à l'objectif intermédiaire1.

Participation des femmes rurales aux programmes d'achat du PAM pour ravitailler les cantines scolaires

Il s'agit ici d'acheter prioritairement les productions locales des femmes rurales à travers les OP pour ravitailler les cantines scolaires. Cette activité est mise en œuvre par le PAM, en collaboration le Ministère de l'enseignement primaire sous la coordination de l'initiative 3N. Elle met en lien l'alimentation scolaire et la production agricole locale en rattachant les écoles à cantines aux organisations paysannes de la commune.

En 2018, des missions d'explication et de sensibilisation sur les achats locaux, telles que recommandées en 2017, ont permis à 3 nouvelles unions féminines de G Amoumoune (à savoir Boukata-Tabia du village de Saidou goula, GAFEMME de Guidan Wari et Abounamou de Dan Mallan mai Rakouma) et une Djirataoua de signer avec le PAM des contrats d'achat des produits locaux pour la mise à disposition de 30 tonnes de mil et 9 tonnes de niébé au profit des cantines scolaires de la commune. Ce sont, au total six (6) organisations paysannes de la zone d'intervention du projet qui ont participé au programme d'achats locaux du PAM dont 65% des membres sont des femmes, soit un total de 5950 bénéficiaires dont 3839 femmes sur les 6316 bénéficiaires (dont 5053 femmes) planifiés. L'écart sera comblé en 2019.

Le tonnage total s'élève à 193 tonnes de mil et 31 tonnes de niébé. Les achats ont été faits sur la base de 22.957 F le sac de 100Kg de mil et 24.774 F le sac de 100 KG de niébé pour les OP de Guidan Amoumoune , soit 399.4 USD à la tonne pour le mil et 450.67 USD pour le niébé. Un total d'environ 97.000 USD a été injecté dans les comptes de ces OP. Le surplus que ces OP gagnent en vendant au PAM s'élève donc à 5439 USD dont 3535 USD pour les femmes et 1904 USD pour les hommes ; comparé à l'année passée, ce surplus était de 4866 USD soit un taux d'augmentation de 11.78% entre 2017 et 2018.

Les formations des femmes des groupes/OP formels et informels sur l'entreprenariat

Afin d'accompagner les membres des OP dans le processus des achats locaux ; quinze OP mixtes ont été formées par le PAM et partenaires sur deux thématiques « la gouvernance des OP pour le développement des services marchands » et « le contrôle qualité ». Ce sont 11 femmes (sur 35 prévues) et 19 hommes formés qui vont former à leur tour 1291 femmes et 503 hommes. Le gap sera comblé en 2019.

Produit.2.2 : Les femmes rurales bénéficient d'un accès accru à des possibilités d'emploi salarié décent

Dans le cadre de ce produit, l'ONG Diko en partenariat avec ONU Femmes a continué l'encadrement des 702 femmes (cumul de 643 en 2017) ayant initié des AGR (+59 au premier semestre 2018), et finalisé le rapport de l'étude d'impact du volet allègement des tâches. Les activités prévues au second semestre 2018, n'ont pas encore démarré à cause du turnover du personnel au niveau de l'ONU Femmes.

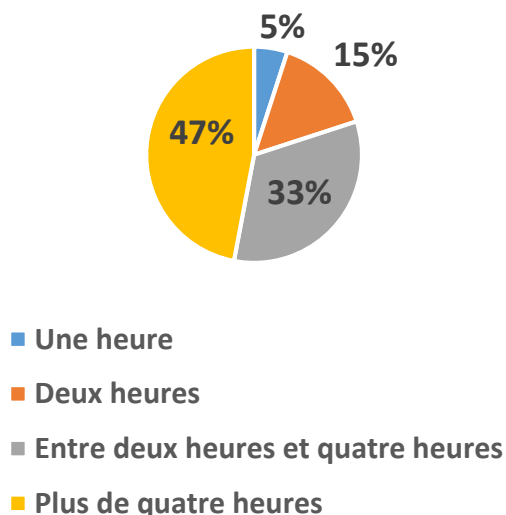
Preuves tangibles de l'allègement de la charge de travail des femmes rurales

D'après le rapport de l'évaluation conduite par l'ONU Femmes sur le volet « Allègement des tâches des femmes » du programme conjoint JP-RWEE, des résultats positifs sont apparus en termes de gain de temps ; d'utilisation de ce temps gagné et en termes de génération de revenus. A travers l'analyse de cette évaluation, 97 % des 184 femmes interrogées ont déclaré que leurs conditions de vie quotidiennes s'améliorent dans le même temps.

Génération de revenu : Il a été aussi relevé que 69% disent avoir constaté une amélioration en termes de revenu financier, 54% dans l'entretien des enfants, 42% dans l'hygiène et 46 % dans l'amélioration des conditions de vie avec leurs conjoints ; 16% des 105 groupements ont pu mobiliser entre 20 000 (40 USD et 100 USD) ; 32% entre 50 000 et 100 000 FCFA, (entre 100 USD et 200USD) et 15% ont mobilisé plus de 100 000 (200 USD).

Gain de temps : 47% des femmes qui ont bénéficié du volet allègement des tâches et génération des revenus arrivent à gagner plus de 4 heures par jour, 33% entre 2 et 4 heures et 15 % des femmes ont estimé le temps qu'elles gagnent par jour à deux heures comme illustré ci-dessous :

Estimation du temps gagné grâce au programme au volet allègement des tâches



Utilisation du temps gagné: La majeure partie d'entre elles (77%) consacre ce temps gagné au soin du ménage: ainsi « l'entretien des enfants » a été cité par 54% des femmes ; la « conduite d'activités génératrices de revenu

aidant à subvenir aux dépenses quotidiennes » par 53% ; « L'amélioration des conditions de vie avec les conjoints par 46 %; l'hygiène par 42% ; et la fréquentation des centres de santé 39%.

Nombre de femmes rurales ayant initié des activités génératrices de revenus

Dans la zone d'intervention, les femmes rurales conduisent des AGR individuelles et collectives afin d'avoir des ressources propres pour subvenir à leurs besoins. Le cumul en 2017 était de 643 femmes sur les 1000 ciblées qui ont initié des AGR, dont les plus pratiquées sont la vente de beignet, d'huile d'arachide et de plats cuisinés ; en 2018, elles sont au nombre de 232, ce qui fait un cumul de 875 ; le gap sera comblé en 2019.

Valeur du stock mobilisé par les femmes sur fonds propres et montant de l'épargne mobilisée

Hormis les activités de mobilisation de l'épargne propre, la plupart des groupes mobilisent sur fonds propre des stocks céréaliers pendant la période des récoltes qui sont revendus pendant la soudure. Au cours de cette année, les femmes membres des clubs et des OP des communes de Djirataoua et Guidan Amoumoune ont mobilisé sur fonds propres des céréales et légumineuses d'une valeur estimée à 11 940 000 CFA (environ 20 503,43USD) et le montant de l'épargne mobilisée par les femmes à travers les caisses d'épargne et crédit est de 8 224 100 FCF soit 14 122,51 USD. (Source ONU Femmes, données remontées par l'ONG Diko)

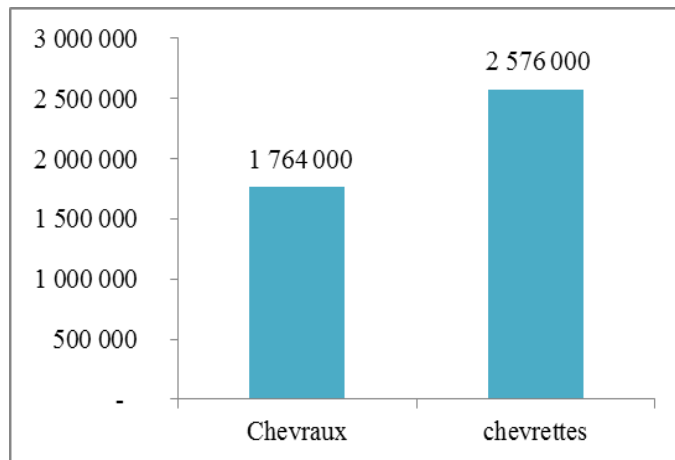
Analyse des tendances vers l'atteinte de l'outcome 2

En 2018, il est fréquent d'entendre dire sur le terrain, « moi qui n'avais même pas un poulet (pour souligner le degré de vulnérabilité économique), j'ai à présent trois têtes de caprins, j'ai vendu un des boucs pour faire face à la soudure », ou encore, « le stock céréalier nous a beaucoup aider l'an dernier, nous en avons augmenté cette année pour mieux faire face à la soudure ». Le tableau et figure ci-dessous illustrent l'appréciation monétaire issue des produits directs de l'avantage de posséder un cheptel de petits ruminants. C'est un exercice conduit avec les données collectées au niveau des cinq (5) villages de la commune de Djirataoua.

Ce tableau nous présente les produits de mise-bas et leur pourcentage par sexe. Une proportion des cabris mâles (44%) qui représente, désormais un capital bétail exploitable des ménages et les proportions des cabris femelles (56%) iront sans doute dans l'élargissement du capital reproductif du cheptel.

	Produits de mises-bas	
	Chevreaux	Chevrettes
Effectifs obtenus	147 (56%)	184 (44%)
Valeur monétaire correspondante (F CFA)	1 764 000	2 576 000

Ces histogrammes nous illustrent la possibilité économique qu'offre une bonne conduite du troupeau caprin dans les ménages. Il faut dire que lorsque les techniques améliorées d'élevage sont bien adoptées, ces résultats sont bien meilleurs. Ainsi à travers ces résultats, nous pouvons dire que les appuis en kits pastoraux permettent d'améliorer considérablement l'autonomisation économique de la femme rurale au niveau des 20 villages d'intervention.



Les différents témoignages des hommes et des femmes, les conclusions de l'évaluation du volet allègement des tâches et génération de revenus attestent une tendance positive vers l'atteinte de ce résultat.

Objectif intermédiaire 3 : Les femmes rurales ont accru leur leadership et participation aux institutions rurales dans leurs communautés ainsi que dans l'élaboration des lois, des politiques et programmes

Afin de réaliser ce résultat, le JP-RWEE renforce le leadership des femmes et des filles rurales et leur participation active aux instances de prise de décision au sein des ménages, des organisations et des communautés. Sa réalisation passe par les quatre produits suivants :

Produit. 3.1: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes ont davantage confiance en elles et d'aptitudes pour participer à la gouvernance locale

Il s'agit ici d'œuvrer pour le renforcement du pouvoir intérieur des femmes et des filles rurales afin qu'elles participent à la gouvernance locale. Plusieurs outils sont utilisés, les formations, les voyages d'échanges, les sensibilisations, les débats thématiques, l'appui à la fréquentation scolaire et au maintien des filles au secondaire, soutenu par l'accès et le contrôle des ressources décrits plus haut. Une des approches utilisées pour la réalisation de ce produit, est l'approche Clubs Dimitra qui prévoit un véritable processus d'apprentissage de la citoyenneté. Les femmes/filles et les hommes/garçons participent, au sein de leurs propres clubs, à l'analyse des problèmes communautaires et la recherche de solutions endogènes pour les résoudre. Ils se réunissent ensuite en assemblée villageoise ouverte à tous, présidée par les autorités communautaires, pour présenter le résultat de leur analyse et leurs propositions d'actions. L'assemblée villageoise décide ensuite, de manière collégiale, les mesures que le village prendra. Ce passage donne aux femmes et jeunes-filles l'opportunité unique d'avoir une voix dans les décisions locales et d'influencer les décisions en exprimant leurs besoins. Le processus renforce la confiance en soi des femmes de tous âges. L'évaluation d'impact des clubs du Niger a montré l'importance de cette approche pour la gouvernance locale.

Exemples de :

- (1) *Mme Hadiza Seyni, leader du club Dimitra des jeunes filles de Falwel et animatrice de la radio communautaire de la localité, qui, grâce aux discussions dans les Clubs a développé beaucoup de personnalité pour s'affirmer en tant qu'animatrice radio convaincue et leader d'un groupement de jeunes filles dénommé « Babou Banbanki » qui a finalement adhéré à l'Union MADABEN de Falwel. Elle est présentement membre de la commission vente et achat de l'Union. Elle fait également partie des animatrices de l'alphabétisation portée par la communauté pour continuer à développer l'alphabétisation au sein des ménages du village.*
- (2) *Mme Fati Hamidou leader des Clubs Dimitra du village de Baziga, commune rurale de Sokorbé. Elle a à travers les discussions dans les clubs Dimitra gagné la confiance des autres femmes sur la sensibilisation sur le maintien des jeunes filles à l'école dans leur village. Leur club a également initié une caisse pour entreprendre des activités génératrices de revenus et en même temps pour l'achat des semences améliorées pour leur collectif. Vue son dynamisme le vice Maire de Sokorbé en même temps Président du comité d'organisation de la journée internationale de la femme rurale édition 2018 tenue à Madou l'a invitée pour préparer et passer le message de plaidoyer des femmes de la commune à la radio communautaire. Elles ont remporté le meilleur prix initiative locale lors de cette journée. Aujourd'hui Présidente d'un groupement composé de 90 membres, elle a gagné la confiance d'autres partenaires comme Luxdev qui les appuie dans l'extraction de l'huile d'arachide. Aujourd'hui elle se prépare pour être élue conseillère de la commune aux élections à venir.*

Produit.3.2 : Les femmes rurales disposent de capacités d'organisation accrues pour former, maintenir et participer aux organisations de producteurs, coopératives et syndicats

Ce produit est attendu des effets conjugués de l'encadrement des Clubs Dimitra (conduites par la FAO en partenariat avec AEDL) ; de la création, du renforcement de la structuration des groupements féminins, et des formations en vie associative (conduites par l'ONU FEMMES, en partenariat avec l'ONG DIKO), des sessions de renforcement des capacités des OP (conduites par la FAO en collaboration avec la DAC/POR).

En 2018, quatre sessions (2 sessions par semestre) de formations des OP ont été conduites sur deux thématiques. Au premier semestre 2018, 2 sessions de formation des formateurs communautaires sur la thématique de **l'analyse organisationnelle sensible au genre et à l'équité au sein des OP** ont été réalisées. Ces sessions ont bénéficié 61 participants. Parmi ces participants on dénombre 35 femmes et 25 hommes. Les bénéficiaires de

ces sessions de formation sont respectivement, responsables des organisations paysannes (31 dont 26 femmes), leaders des Clubs Dimitra (19 dont 5 femmes), encadreurs et animateurs des ONGs (5 dont 2 femmes) partenaires de mise en œuvre, techniciens des mairies (2 dont 0 femme) et responsables des services techniques particulièrement la structure nationale en charge de la tutelle des organisations paysannes ainsi que ces différents démembrements (4 dont 2 femmes). Les 61 bénéficiaires notamment les membres des OP et Clubs Dimitra ont restitué la formation aux 3.214 membres des OP et 60 Clubs Dimitra des 10 villages d'intervention du programme conjoint dans les communes rurales de Guidan Amoumoune et Sokorbé.

Ces 2 sessions de formation ont permis aux responsables des anciennes et de nouvelles organisations paysannes de procéder à la révision ou à l'élaboration de leurs textes pour la reconnaissance juridique conformément à la nouvelle législation en vigueur dans le Pays. Le processus est en cours pour l'ensemble des OP des 20 villages d'intervention du programme.

Au second semestre de l'année 2018, 2 autres sessions de formation des formateurs communautaires sur les « **Techniques de stockage et de conservation des stocks** » ont été réalisées. Au total 61 participant-e-s dont 5 animateurs des ONG partenaires et 4 responsables des directions départementales de l'agriculture étaient présents à ces sessions de formation. Parmi les 61 participant-e-s on dénombre 35 femmes. Les 61 bénéficiaires notamment les membres des OP et Clubs Dimitra ont pris l'engagement avec l'appui des techniciens des ONG et des services techniques suite à un plan élaboré de restituer la formation aux 1650 membres des 97 OP et 60 Clubs Dimitra des 10 villages d'intervention du programme conjoint dans les communes rurales de Guidan Amoumoune et Sokorbé. Actuellement, 680 femmes et 150 hommes ont reçu la formation et le processus continu.

Ces activités ont été mises en œuvre par la FAO en collaboration avec les directions départementales de l'Agriculture de Loga et de Mayahi.

Produit 3.3: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes, disposent de capacités accrues à s'engager dans les forums politiques aux niveaux national et régional et à y exercer leur influence

Il s'agit d'appuyer la mise en réseau des communautés rurales et de leurs organisations grâce à la communication participative au sein des clubs, l'accès à l'information, de former les OP du niveau APEX, et d'appuyer les femmes vivant en milieu rurales dans la conduite des initiatives de plaidoyer, notamment le 15 octobre à l'occasion de la commémoration de leur journée.

Comme planifié, il a été réalisé en 2018, le renforcement des quatre réseaux communaux des Clubs Dimitra pour la pérennisation des acquis, l'appui aux femmes de la commune rurale de Sokorbé dans la préparation de leur plaidoyer le 15 Octobre 2018 à l'occasion de la journée des femmes rurales.

Pour la pérennisation des actions de structuration et de mobilisation utilisant l'approche « Club Dimitra », les bureaux des réseaux communaux des quatre communes d'intervention du Programme conjoint ont chacun à ce qui le concerne organisé deux ateliers de réflexion à l'intention des jeunes leaders (40 au total ,20 filles et 20 garçons) qui sont censés tisser un partenariat avec les services déconcentrés de l'Etat, les autres intervenant dans la commune en présence des autorités locales et des radios communautaires. Ces ateliers de réflexion ont été les moments précieux pour les jeunes leaders de partager avec les autorités locales leurs ambitions dans le cadre de toutes les actions communautaires entreprises dans ces villages et comment les communautés sont en train de gérer les appuis reçus dans le cadre du Programme pour que ceux-ci puissent être profitable à toutes et à tous. C'est le lieu aussi de rapprochement entre les différents acteurs de discuter sur toutes les résultats atteints et leur pérennisation.

Le JP-RWEE a également appuyé le processus d'organisation de la journée internationale de la femme rurale à Madou dans la commune rurale de Sokorbé. « La spécificité de la présente édition, c'est qu'elle est co-organisée par deux Départements Ministériels, à savoir le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et celui de l'Agriculture et de l'élevage en collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers. Les femmes ont profité pour plaider en faveur de:

- Un appui en faveur de l'allègement de leurs charges quotidiennes de travail ;
- Le désenclavement de leur commune pour favoriser l'accès aux marchés par les femmes ;
- Un appui pour la récupération des terres dégradées pour améliorer leurs productions ;
- Un appui en semences et matériel aratoire pour l'exploitation de leur site maraîcher ;
Le fonçage de nouveaux puits et la réfection des anciens sur le site maraîcher.
- L'allègement du système d'exhaure en équipant les puits en poulies et fonçant des forages.

Une exposition vente des produits agropastoraux des femmes de la Commune rurale de Sokorbé a eu lieu et a reçu en premier lieu la visite de la délégation officielle au cours de la cérémonie de commémoration. Des stands ont été dressés pour abriter les femmes exposantes. Des produits transformés par les femmes comme les bouillies à base de niébé, de souchet et de sorgho qui font montre de la créativité et de l'originalité nutritionnelle ont beaucoup attiré l'attention des officiels. Plus de 1200 personnes (700 femmes et filles ; 500 hommes et garçons) des régions de Dosso et Niamey ont pris part.

Produit. 3.4: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes sont davantage conscientes de leurs droits dans un environnement communautaire/local favorable.

Il s'agit de poursuivre l'accompagnement des Clubs Dimitra et d'appuyer les femmes rurales dans la mise en œuvre des initiatives de promotion de leurs droits.

Ainsi, en 2018, il a été prévu de renforcer les discussions thématiques au sein des clubs. C'est la FAO, en collaboration avec AEDL, qui est responsable de l'encadrement des clubs ; 3600 membres des Clubs Dimitra⁶ dont 2400 femmes ont été accompagnés. Le suivi a permis de relever dans la région de Dosso, qu'un club s'est disloqué, faute d'adhérent(e)s, qu'un autre est resté en léthargie par absence de leaders. Les encadreurs ont appuyé la restructuration de ces clubs et renforcé la compréhension commune de la notion de clubs.

Le club disloqué dans le village de Baziga(Sokorbé) est celui des jeunes filles, qui ont quitté le village pour le besoin de leur scolarité. Le nouveau club mis en place a déjà identifié des thématiques importantes qui feront l'objet de débats, pour l'avenir de ses membres. Il s'agit des repréailles que des garçons infligent à certaines filles en cas de refus de mariage, des travaux domestiques pendant les jours de classe, le mariage précoce et les violences dont elles sont victimes à l'école.

L'impulsion de la dynamique des Clubs est donnée par les leaders qui bénéficient à chaque opportunité de mission, de renforcement de capacité pour mieux assumer leur rôle. C'est ainsi que dès qu'un leader quitte un Club, pour des raisons sociales généralement, le poste est systématiquement pourvu dans un esprit de continuité. Dans certains clubs des villages de la commune rurale de Sokorbé, notamment ceux des jeunes de Kalley dey béri, des femmes de Baziga, des jeunes de Wasey et des femmes de Madou, les encadreurs ont constaté que la notion de club est diversement assimilée par les membres. L'encadrement a permis de construire la vision commune. Dans plusieurs autres clubs, les capacités de réflexion et de mise en commun des résolutions de problèmes s'observent comme par exemples :

- Du fait de profondes mésententes antérieures entre villageois, il a été observé des villages dans lesquels les jeunes garçons et filles ne se marient plus entre eux. Avec les clubs, cette problématique a été combattue énergiquement avec l'influence des sages du village, des leaders religieux et des jeunes qui ont décidé de faire violence sur eux-mêmes pour se départir des comportements répréhensibles (le manque de respect des jeunes face aux aînés et la prise de drogue) qu'on leur reproche.
- Des veuves se sont retrouvées dans les villages avec plusieurs enfants sur les bras et interdites de se marier à cause des pressions exercées par les grands enfants ou les frères et sœurs du défunt. Cet obstacle a été franchi avec les débats en Club où les dimensions logiques, biologiques, humanitaires et

⁶Les Clubs Dimitra de la FAO sont des groupes de femmes, d'hommes ou de jeunes – mixtes ou non – qui décident de s'auto-organiser pour agir ensemble sur leur propre environnement. Ils se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne, pour prendre des décisions et passer à l'action afin de les résoudre

religieuses ont été opposées aux réfractaires. Et depuis, une dizaine de cas de mariages de veuves ont été célébrés. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs connues de nouvelles maternités.

- Dans le village de El kokia, sur l'initiative des clubs Dimitra, une collecte de paille pour la confection des secko (nattes en paille tressé traditionnelle ; utilisée pour la construction de toit des maisons en banco et des hangars), d'une valeur actuelle de 200.000FCFA/4,000USD a été opérée pour la caisse du village,
- En rapport avec la cherté du mariage, l'assemblée villageoise de Danja a ramené la dote de 600.000F à 200.000F,
- Pour lutter contre la délinquance juvénile à Danja, les clubs se sont attaqués à la consommation des stupéfiants qui a atteint des proportions inquiétantes. La drogue est bannie et un comité de surveillance a été mis en place dans le village. Des sensibilisations et des débats thématiques au sein des clubs ont été conduits soutenus par une amende de 5.000F à l'endroit de tout contrevenant.

D'autres thématiques sensibles comme la vulgarisation de la scolarisation des enfants surtout des jeunes filles (pour stopper les mariages forcés) , l'école coranique pour les femmes (pour qu'elles puissent elles même apprendre à lire le coran, et a la longue être à l'abri des mauvaises interprétations), sont inscrites parmi les défis immédiats. Beaucoup d'idées constructives se discutent en assemblée villageoise. Comme le témoignent les exemples ci-dessous ressortis dans l'étude d'impact des Clubs Dimitra.

Notre club accorde une importance primordiale aux conditions de la femme. Il nous arrive de discuter le plus souvent des violences faites aux femmes dans le foyer, du planning familial, du mariage forcé et précoce, le suivi et le maintien de la jeune fille scolarisée, la visite des centres de santé. Nous avons même eu à fixer des amendes qui sont réparties comme suit : 5000 F pour toute femme qui refuse d'adopter la planification familiale alors que son mari lui a donné son accord ; 2000 F pour chacun des parents qui refuse de scolariser son enfant, 20 000 F pour tout homme qui empêche à son épouse le planning familial. (Club Jeunes Femmes, Malam Koirà)

Source : "FAO DIMITRA CLUBS IN NIGER : AN IMPACT STUDY" /Version 2.1/
Sabrina Aguiari, PhD/ January 2019

Les Clubs des femmes ont amené la thématique de la salubrité, l'espacement de naissance, allègement de certaines tâches ménagères. Notre Club et les autres ont approuvé ces thématiques lors de l'assemblée villageoise des Clubs. Les femmes ont vraiment raison car elles souffrent (Leaders Club Jeunes Hommes, Malam Koirà)

Source: "FAO DIMITRA CLUBS IN NIGER: AN IMPACT STUDY" /Version 2.1/ Sabrina Aguiari, PhD/ January 2019

Pour valoriser ces efforts, des outils de suivi de la mise en œuvre des recommandations seront élaborés au cours des prochaines missions des encadreurs.

Analyse des tendances vers l'atteinte de l'outcome 3

Les changements observés témoignent d'une tendance positive vers l'atteinte de ce résultat qui mérite d'être soutenue.

Objectif intermédiaire 4: Un environnement politique plus sensible au genre est garanti pour l'autonomisation économique des femmes rurales.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration d'un environnement politique plus sensible au genre qui valorise l'autonomisation économique des femmes rurales et rend disponible des outils pour sa mesure. C'est pourquoi, la conception originale du programme prévoit le renforcement des capacités des parlementaires et décideurs politiques pour leur permettre d'intégrer l'approche genre dans les stratégies, les politiques, les budgets participatifs fonciers, alimentaires, agricoles, nutritionnels et en matière d'emplois ruraux. Il s'agira ensuite de plaider auprès des institutions pour l'utilisation de l'outil de mesure de l'empowerment des femmes dans l'agriculture. Pour y arriver les produits ci-dessous ont été définis :

Produit. 4.1: Les décideurs politiques et parlementaires disposent de capacités accrues pour intégrer efficacement l'approche genre dans les politiques, lois et budgets fonciers, alimentaires, agricoles, nutritionnels et en matière d'emplois ruraux

Plusieurs sessions de formations sur le genre, sur la budgétisation et le suivi évaluation sensibles au genre ont été prévues pour 2019 à l'intention des décideurs locaux et nationaux.

Produit. 4.2 Une plus grande disponibilité d'outils et de données pour suivre les progrès de l'autonomisation économique des femmes rurales est promue

Le travail est prévu se faire sur deux axes pour la réalisation de ce produit : (i) application de l'outil WEAI en vue de son appropriation par l'équipe et son application au niveau national et (ii) et le renforcement des capacités des femmes et des OP, des services techniques et ONG partenaires.

Au démarrage du programme, l'outil WEAI a été utilisé à Falwel pour l'étude de base et le rapport a permis d'orienter la mise en œuvre. Il est prévu en 2019 une étude tenant lieu d'évaluation utilisant l'outil WEAI.

Aussi, le JP-RWEE a inséré sa planification 2018-2019 dans le plan d'action quinquennal 2018_2022 de mise en œuvre de la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes du Niger.

Produit. 4.3 Un environnement favorable est promu pour refléter les priorités des femmes rurales dans les processus politiques régionaux

Le JP-RWEE est le principal bailleur ayant apporté contributions technique et financière aux MPF/PE et au MAGEL pour la commémoration de la journée internationale des femmes rurales dont le thème en 2018 a été « **Renforcement de l'accès des femmes aux ressources et aux marchés pour leur résilience face aux situations de vulnérabilité** ». Cette commémoration a été l'occasion pour non seulement vulgariser les ODD, mais aussi créer l'espace pour l'expression du leadership des femmes vivant en milieu rural. Plusieurs prix en nature et en espèces octroyés aux femmes, à leurs organisations et aux villages qui se sont faits distingués soit par la qualité de la production agricole (animale et végétale), soit par le revenu élevé généré à travers les achats locaux, soit par la mise en œuvre d'une initiative communautaire pertinente. Au total, trois millions cent mille francs CFA ont été octroyés aux femmes et à leurs organisations. Il faut également noter que le programme a également mobilisé deux bailleurs potentiels pour les prochaines éditions qui sont la fondation Konrad.A et le Millénium Challenge Account.

A la demande du Ministère en charge de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le JP-RWEE a apporté un appui technique et financier pour contribuer à la préparation de la 62^e session de la CSW dont le thème en 2018 a porté sur « les problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles rurales ». Le renforcement des capacités de la cellule genre et des autorités du MAGEL est prévu pour l'année 2019. Il est prévue une table ronde pour la mobilisation des ressources sur la base des résultats de l'évaluation du programme reportée en 2019.

Analyse des tendances vers l'atteinte de l'outcome 4

Les activités prévues en 2019 renforceront la tendance positive vers l'atteinte de ce résultat.

• Describe any delays in implementation, challenges, lessons learned & best practices⁷

Delays in implementation

L'année 2018 a été marquée par un turn-over du personnel au niveau des agences qui a impacté quelque peu la mise en œuvre des activités au second semestre et le processus de remontée des données, au niveau de :

ONU Femmes : Mme Beatrice Eyong était point focal du JP-RWEE pour ONU Femmes Niger. Après sa promotion en tant que chargée de programme, elle a été remplacée par M. Paul Moussa. M. Paul assurait son rôle de point focal appuyé par Mme Beatrice qui représentait la mémoire institutionnelle pour le JP-RWEE au niveau de l'ONU Femmes Niger. Au second semestre de 2018, elle a été promue cheffe du bureau de l'ONU Femmes au Mali et M. Paul Moussa a été responsabilisé pour d'autres projets de l'ONU Femmes. Ce changement a impacté le processus de contractualisation avec l'ONG de mise en œuvre des activités sur le terrain. Un volontaire des Nations Unis vient d'être recruté pour assurer le rôle de point focal pour le JP-RWEE ; le remplaçant de M. Beatrice vient également de prendre fonction et les processus seront relancés afin que la mise en œuvre des activités démarre sur le terrain.

FIDA : M. Kadre Kadei, Country Programme Officer du FIDA au Niger apporte son appui technique au point focal du FIDA pour le compte du JPRWEE, facilite la communication avec le siège et la prise de décision. Il a décroché un poste au Cameroun en mi 2018. Son remplaçant vient d'être rencontré par le comité technique pour un briefing et demande de soutien. Le processus de contractualisation avec les ONG sera sûrement relancé afin que la mise en œuvre puisse s'accélérer.

FAO : quatre composantes interviennent dans la mise en œuvre du JP-RWEE au niveau de la FAO. (i) les clubs Dimitra, (ii) le renforcement des capacités des organisations paysannes ; (iii) les champs écoles paysans et (iv) l'éducation nutritionnelle. M. Farmo Ibrahim est le point focal du JP-RWEE concernant les clubs Dimitra ; M. Abdou Salifou, Point focal pour le renforcement des organisations paysannes. Les deux jouent alternativement le rôle de répondant au nom de la FAO pour centraliser les données et produire un rapport consolidé pour l'agence, le chargé de la nutrition étant généralement débordée. En Fin 2018, M. Farmo a choisi de continuer son chemin hors de la FAO et M. Salifou Abdou s'est vu confier la responsabilité de coordonner le Projet conjoint FAO-ONU Femmes financé par le PBF. Ces changements ont impacté le processus de remontée des données pour le rapport annuel. Une stagiaire est recrutée par Dimitra et le processus de remplacement de M. Farmo a été lancé.

Il faut également noter que le poste de SGA du Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant a connu un nouveau locataire qui a pris fonction en fin 2018.

Parmi les activités accusant du retard dans la mise en œuvre, il faut ajouter l'évaluation à mi-parcours à cause du fait qu'elle a été sous-budgétisée. Elle devait être conduite dans le second semestre 2018, les termes de références sont finalisés et un comité inter agence a été mis en place pour coordonner l'exercice avec des consultants qui seront recrutés ; des actions de plaidoyer pour mobiliser des ressources auprès des agences afin de renforcer son budget sont également en cours. Elle est replanifiée pour 2019.

⁷ Please add a few examples of challenges and lesson learned that you were able to draw from:

- An operational perspective (for instance, what was the most difficult aspect of working together? What was the good practice you identified that make coordination work better?
- An implementation perspective (for instance, what has made RWEE particularly relevant for women's economic empowerment as compared to other programmes?) In doing so please also include a short description of the process of learning. How did you identify the challenges, lessons and best practices? And how did you build on this knowledge to improve the implementation as well as operations (for example internal processes within the implementing agencies)? Include a reflection on what M&E and knowledge management strategies were most useful for you to understand lessons learned? What were the challenges in this process?

Enseignements et bonnes pratiques

Atelier de renforcement de la synergie

En termes de processus d'apprentissage, de suivi et évaluation, les cadres d'échanges qui sont le comité technique, et la plateforme d'échange avec les ONG partenaires élargie au comité technique constituent les espaces au sein desquels les défis, les bonnes pratiques et leçons apprises sont discutées. Les services techniques et les ONG enrichissent les débats avec les expériences d'autres projets et programmes.

Au cours de l'année 2018 :

- la discussion sur le processus de rotation des kits petits ruminants,
- la contribution de l'ensemble des activités du programme à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes rurales et de leurs ménages ;
- le renforcement des organisations formelles et informelles

ont été identifiées comme des thèmes sur lesquels l'équipe doit approfondir son apprentissage. Dans ce sens un atelier de réflexion a été tenu en Octobre 2018 pour approfondir ces thématiques. L'atelier a regroupé les membres du cadre d'échange avec les ONG partenaires élargi aux services techniques et facilité par les directeurs régionaux du développement communautaire des régions de Maradi et Dosso.

L'atelier avait pour objet d'élaborer et adopter une vision commune à toutes les agences et tous les partenaires concernant les synergies dans la mise en œuvre des activités de (i) création et d'encadrement des groupements féminins avec les clubs Dimitra; (ii) remise des kits pastoraux et des troupes scolaires, (iii) kits de transformation des produits agro sylvo pastoraux et positionnement des agences sur le volet transformation (iv) renforcement de la prise en compte de la nutrition dans la mise en œuvre des activités.

Principales conclusions ressorties de l'atelier :

(i) De la création et de l'encadrement des groupements féminins en synergie avec les Clubs Dimitra

De l'analyse de la rencontre, les problèmes actuels sont les conséquences d'une communication insuffisante (manque de certains détails). Au démarrage du projet, les activités qui seront mises en œuvre ont été citées en vrac parmi lesquelles la distribution des intrants, mais il n'a pas été précisé le mode de ciblage des bénéficiaires. Avant la distribution de ces intrants également, une information complète n'a pas été partagée avec tous les acteurs. La non implication des services techniques par certaines ONG dans la mise en œuvre de certaines activités a été relevée par les services techniques. La réunion reconnaît qu'un calendrier consensuel élaboré avec les encadreurs des clubs, les encadreurs des groupements féminins et les membres des OP et des clubs, soutenu par une sensibilisation forte peuvent adresser ce problème définitivement. Par ailleurs, un besoin grandissant d'échanges entre ONG de mise en œuvre a été souligné. Il a été retenu les actions ci-dessous par groupes d'acteurs.

- Actions par groupes d'acteurs

Services techniques	ONG de mise en œuvre	Agences des nations Unies
Assurer et contribuer à la construction de la synergie des interventions sur le terrain en orientant les acteurs sur les portes d'entrées qui existent au lieu de multiplier les structures communautaires inutilement.	Chaque organisation doit : se faire répertorier dans les régions d'intervention du programme pour être en règle et profiter des opportunités existantes au niveau de la tutelle. Déposer ses rapports d'activités régulièrement à la tutelle. Impliquer les services techniques dans la mise en œuvre des activités.	Renforcer la synergie avec les autres initiatives des agences en partageant les informations utiles à temps avec le comité technique Veiller au renforcement du travail en synergie lors de l'établissement des accords avec les ONG de mise en œuvre
Appuyer la modélisation des approches qui ont fait leurs preuves.	Organiser une mission conjointe de supervision pour non seulement gérer les problèmes de communication, et de concurrence	Appuyer le développement des compétences au niveau des ONG partenaires en facilitant des débats thématiques et des partages d'expériences

	surtout à Sokorbé et Guidan Amoumoune conformément aux recommandations de la dernière supervision conjointe, mais aussi maîtriser les cibles des actions conduites dans les 20 villages. Renforcer les échanges entre les ONG même si c'est par WhatsApp	vues les compétences expérimentées qui existent au sein du comité technique et des personnes ressources disponibles au sein des structures participantes.
Veiller à l'assurance qualité dans la mise en œuvre.	Remonter toutes les informations dans les rapports. Adopter des comportements qui ne créent ni confusion, ni suspicion, ni concurrence entre les acteurs, mais plutôt la complémentarité des actions.	Appuyer financièrement une mission de supervision conjointe des ONG partenaires. Appuyer la fonctionnalité des cadres de concertations au niveau communal. Centraliser au niveau de la coordination toutes les données ressorties des analyses HEA conduites

(ii) Distribution des kits pastoraux et du troupeau scolaire⁸

La rencontre a retenu que le système de rétrocession⁹ doit être discuté au niveau communautaire ainsi que le dispositif de gestion de la stratégie de sortie/pérennisation des actions. L'harmonisation en soi, n'est pas recherchée, mais, ce qui est recherché, est la capacité des bénéficiaires à trouver des solutions adéquates unanimes pour adresser les défis au quotidien. L'assemblée villageoise des clubs doit être l'espace de discussion et de recherche des solutions à l'échelle communautaire des défis qui se posent dans la gestion des biens et services communautaires. Pour la planification en cours, le kit de (2 chèvres +1 bouc) par bénéficiaire sera distribué, pour des opérations futures, l'harmonisation de la composition du kit à celui de l'initiative 3N (trois (03) chèvres et un (01) bouc) sera recherchée. Par rapport à la gestion du stress lié au transport¹⁰, les ONG de mise en œuvre et les services techniques doivent s'assurer que les animaux répondent aux critères techniques¹¹ au moment de l'achat avant leur mise en route; obliger les transporteurs à créer les conditions favorables de transport des animaux pour minimiser le stress surtout en réduisant les longs délais de route sans alimentation qui cause la mortalité.

(iii) Le positionnement des agences sur l'appui à la transformation des produits agrosylvopastoraux

La question fondamentale était d'avoir une compréhension commune de qui fait quoi où afin d'éviter la duplication et optimiser l'utilisation des ressources déjà limitées. La rencontre a retenu les actions citées plus haut dont la mise en œuvre est amorcée au niveau du FIDA.

Le PAM a partagé le rapport de Diagnostic de démarrage du Projet de fortification des aliments transformés (FOFAT); Le FIDA en collaboration avec l'INRAN devraient vérifier si dans les mêmes communes un diagnostic est toujours utile ou pas et valorise l'étude déjà faite ;

- Toutes les agences enrichissent au besoin les outils présentés pour collecter les données nécessaires au cours de l'enquête que l'INRAN va mener. (Le retour de l'IRAN est attendu) ;

⁸ Le troupeau scolaire est une activité complémentaire aux cantines scolaires, un certain nombre de têtes de petits ruminants est mis à la disposition des écoles a cantines dans le but d'améliorer la qualité des repas scolaires. Le mode de gestion dépend de la décision communautaire

⁹ Système de rétrocession : c'est le fait de donner les petits ruminants à une autre bénéficiaire de la prochaine liste après mise bas et sevrage de l'animal

¹⁰ Stress lié au transport : a occasionné des mortalités d'animaux distribués

¹¹ Critères techniques pour l'état général de l'animal : animal vif non émacié (poids \geq 12 Kg) ne présentant pas de signe d'asthénie ou de maladie ; Absence de lésions et/ou de troubles locomoteurs ; Absence de signes ou de troubles gastro-intestinaux (vomissement, diarrhée, météorisation, etc.) ; Absence de signes de lésion ou de troubles buccaux, oculaires, respiratoires ; Absence de troubles sur l'appareil génital (lésions, écoulement, etc.) ; Bonne conformation des mamelles (symétrique, sans atrophie ou hypertrophie ni induration à la palpation) ; Absence de maladie cliniquement décelable ; Dentition complète et sans usure ; Respecter aussi l'âge (Age des Femelles compris entre 1 an et 2 ans ; Age des mâles compris entre 2 et 3 ans)

- Toutes les agences attendent la restitution de l'étude pour la prise de décision finale sur qui fait quoi où et comment.

(iv) Le renforcement de la prise en compte de la nutrition dans la mise en œuvre de toutes les activités

Il s'est agi d'identifier et établir les liens entre les clubs, les champs-écoles (productions agricoles et maraichères), les activités liées aux kits pastoraux (productions animales et sous-produits) et aux kits de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux (produits alimentaires transformés), les plateformes multifonctionnelles, les cantines scolaires (alimentation des élèves), les moulins scolaires et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ceci peut permettre à chacune des activités du programme de contribuer à la sécurité nutritionnelle des femmes et de leurs ménages en mettant fin au cycle intergénérationnel de la malnutrition. Les conclusions seront prises en compte par la FAO dans le prochain contrat de mise en œuvre de l'éducation nutritionnelle dans la commune de Guidan Amoumoune. Des rencontres d'affinement seront tenues au préalable avec les ONG qui assurent l'encadrement de proximité.

Participation à l'évènement parallèle organisé par le JP- RWEE à l'échelle globale au cours du CFS 2018

L'objectif principal de l'évènement parallèle était de présenter de nouveaux éléments de preuve issus de la mise en œuvre conjointe par la FAO, le FIDA, le PAM et l' ONU femmes, pour éliminer la faim et la malnutrition grâce à une approche holistique et intégrée visant l'autonomisation économique des femmes, qui comprend des interventions visant à promouvoir l'accès des femmes aux moyens de production, aux technologies, à l'éducation, à l'information, et aux services, à des emplois décent, aux débouchés et aux compétences en leadership. La question indicative formulée dans la note conceptuelle de l'évènement est : « dans quelle mesure l'approche holistique utilisée par le JP - RWEE accélère les résultats obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition ? L'objet de la présentation du Niger est de montrer des utilisations novatrices des études CAP pour mesurer les résultats sur la nutrition et la sécurité alimentaire des interventions du JP- RWEE au Niger, à travers l'approche des clubs Dimitra de la FAO. Elle a démontré l'impact de l'intervention holistique sur les pratiques de nutrition grâce à une approche comparative entre différentes régions et communautés. »

Cela implique une analyse comparative des résultats obtenus à travers l'approche du RWEE et d'autres études CAP, dans le cadre d'au moins une approche différente afin de sortir les évidences présumées. La chargée de la nutrition et de la sécurité alimentaire de la FAO a fait l'analyse comparative des différents rapports de projets ayant focus sur l'éducation nutritionnelle pour sortir les évidences présentées par le DR. BANGANA IBRAHIM, Conseiller Technique du Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage. Ci-dessous les messages clés ressortis de son intervention :

- **Message 1** : *Appliquer une approche holistique, multisectorielle exige une coordination efficace des responsables de la planification et de la mise en œuvre, mais demande surtout d'établir un mécanisme local comme celui des Clubs Dimitra. Il est important que le programme soit véritablement à l'écoute des populations - hommes, femmes et jeunes, notamment grâce à un outil, comme celui des clubs, qui permet de développer les capacités de participation des exclus, y compris les femmes et les jeunes, ainsi que la gouvernance locale.*
- **Message 2** : *Il est évident que l'éducation nutritionnelle ne peut se limiter à un transfert de connaissances. Elle doit aussi passer par un dialogue réel avec les principaux intéressés. Les approches participatives et d'auro-prise en charge sont indispensables pour garantir qu'il y ait une réelle appropriation des acquis de l'éducation nutritionnelle et donc la durabilité des nouvelles attitudes et pratiques.*
- **Message 3** : *Il est important de conduire une enquête Connaissances, attitudes et pratiques (CAP) en matière de nutrition pour ce type de projet. Pour évaluer l'impact des interventions portant sur la nutrition, les indicateurs de l'état nutritionnel sont ceux le plus communément employés. Toutefois, pour un impact à long terme, il est aussi fondamental d'avoir une compréhension approfondie de la façon dont les populations s'alimentent et des facteurs personnels qui sous-tendent leurs habitudes alimentaires. Les enquêtes CAP fournissent des informations utiles et contribuent à mieux planifier les programmes et projets ; utiliser ce type d'approche permet aussi d'établir le lien avec les autres interventions multisectorielles et la nutrition et de mieux impliquer tous les acteurs.*

• **Qualitative assessment**¹²:

Au cours de 2018, les résultats de l'évaluation de l'impact des activités d'allègement des tâches ont été rendus disponibles et le FIDA et ses partenaires de mise en œuvre ont conduit une évaluation de la dynamique du troupeau dans les villages bénéficiaires de kits petits ruminants. De plus, le programme Dimitra a réalisé une étude d'impact des clubs incluant deux villages d'intervention du JP-RWEE (Malam Koira et El kokia Sofua) et dont quelques cotes extraites du rapport ont été cités dans le présent document.

L'évaluation de la dynamique du troupeau dans les villages bénéficiaires, a ressorti que

- a) La distribution des petits ruminants aux femmes vulnérables a permis à plusieurs d'entre elles de disposer d'un cheptel en un an. Cela est dû, au fait que la chèvre rousse a un cycle de deux mises bas par an, des jumeaux voir des triplets lors de ces mises basses. Plusieurs femmes qui ont été identifiées très vulnérables, possèdent un cheptel de 6 à 8 chèvres actuellement. Ainsi les sorties qui semblent spectaculaires dans les troupeaux des femmes bénéficiaires, ne sont pas que des pertes sèches (morts ou pertes), mais une exploitation justifiée par la consommation obligée des ménages, le développement des activités génératrices de revenus (AGR), bref les dépenses de notoriété. Ces genres d'appui représentent une des principales sources de leur autonomisation économique (des femmes qui non seulement sont sans moyens d'existence, mais aussi et surtout sans recours et appui extérieur).
- b) L'activité a généré plusieurs avantages au sein des ménages dont les principaux sont :
 - ✓ La consommation du lait de chèvre rousse (sa production n'est pas quantifiée mais sa contribution dans l'amélioration des scores alimentaires n'est pas négligeable, surtout dans les villages de la région de Maradi que l'on suppose être le berceau de la malnutrition chez les enfants) ;
 - ✓ La vente du lait de chèvre
 - ✓ La production et la vente de la fumure organique ;
 - ✓ La pratique d'autres AGR (la vente de l'huile d'arachide et des céréales, l'initiation au tricotage et à la couture.) ;
 - ✓ L'habillement des enfants ;
 - ✓ L'achat des condiments pour le repas du ménage ;
 - ✓ Le paiement des frais du comité de gestion des établissements scolaires ;
 - ✓ Le paiement des frais d'inscription à l'enseignement coranique ;
 - ✓ Le paiement des frais médicaux.

¹² It is important to also fill this paragraph, and elaborate on:

- The partnerships you were able to establish, for instance with other UN Agencies, other International Organizations (like the World Bank), private sector, etc. to create synergies and increase the impact of RWEE;
- The overall achievement of the JP in **qualitative** terms: how the women, their families and the target communities in general assess the impact the programme has had in their lives; provide details on how the qualitative information on WEE was gathered and analyzed. This section should be different from the specific story including concrete and generalizable qualitative evidence
- How you organized the coordination among the four partner agencies and within the UN System (One UN)

ii) Indicator Based Performance Assessment:

	<u>Achieved</u> Indicator Targets	Reasons for Variance with Planned Target (if any)	Source of Verification
Outcome 1 Improved food and nutrition security			
Indicator: % d'augmentation de la production agricole végétale (PV) et animale (PA) des femmes productrices Baseline: 0 Planned Target: TBD	PV: Arachide:249%; Niébé: 55%; et sesame:39% mil 703kg/ha ; 38% ; pour le mil il y a eu 30% d'augmentation par rapport à la moyenne sur 5ans PA : 49,61%	pas de cible définie pour cet indicateur vue la forte dépendance aux aléas climatiques	Rapport FAO/ /données remontées par IONG Kaydiya (PV), interprétée par la DDA loga Rapport FIDA, Rapport DDA Mayahi
Indicator : Score de diversité alimentaire des ménages- SDA- (taux d'accroissement par rapport à l'étude de base) Baseline : Falwel 2015-2016 : SDA= 3.8 et Djirataoua 2016-2017 : SDA= 2,42 Guidan Amoumoune :2018: SDA = 3,52 Planned Target: 5 ou 6	Falwel SDA= 5 Djirataoua: SDA =3,73	Les raisons sont à approfondir par le programme	Rapports FAO/ données de base et d'évaluation de l'éducation nutritionnelle conduites par le CRESA à Falwel et Djirataoua
<i>Output 1.1. Les femmes rurales ont un accès accru aux ressources, actifs et services essentiels à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle</i>			
Indicator 1.1.1. Nombre de femmes qui ont accès à l'information et à la communication participative Baseline: 24 Planned Target : 2400 femmes	2400 femmes directes et 12 000 femmes indirectes des communes de Sokorbé, Falwel, Djirataoua et Guidan Amoumoune	Réalisation en cours conformément aux prévisions	<i>Rapport FAO</i>
Indicator 1.1.2 Nombre de femmes qui adoptent des pratiques de nutrition améliorées Baseline: 0 Planned Target: 600 Fawel +600 Djirataoua=1200	1200 femmes des communes de Falwel et Djirataoua	Réalisation en cours conformément aux prévisions	Rapport FAO
Indicator 1.1.3 Nombre de femmes qui adoptent des techniques agricoles améliorées Baseline:0 Planned Target: 1425 (dont FIDA 1300+FAO 125)	220 femmes (110 hommes) soit un total de 1396 femmes des communes de Falwel, Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune	11 champs école ont fonctionné, le gap sera comble en 2019 L'appui en petits ruminants dans le cadre des cantines scolaires continue ; le gap sera comblé d'ici Avril	Rapports FAO +FIDA Rapports FAO+ rapport PAM
Indicator 1.1.4 Nombre de femmes qui ont accès aux services intégrés Education nutritionnelle+ champs école paysans+ cantines scolaires Baseline: 256 Planned Target: 3600	600 (ce qui fait 2810 au total)	Comme l'accès au crédit est volontaire et dépend de la capacité de la femme à exercer des AGR, une cible n'a pas été déterminée d'avance	Donnée remontées par de l'ONU Femmes
Indicator 1.1.5 : Nombre de femmes rurales qui ont accès aux crédits internes des Associations Villageoises d'Epargne et Crédit Baseline: 256 femmes de 16 groupes de la commune de Falwel Planned Target: TBD	2.973 femmes des 15 villages des communes de Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune		
Indicator 1.1.6. Mode d'accès à la terre impacté par le programme et le nombre de femmes qui y accèdent par ce mode Baseline : Sur un échantillon de 996 femmes enquêtées à Djirataoua : 563par héritage ; 275 par achat ; 96 par gage ; 61 par location, 105 par le prêt, et 215 par donation Planned Target : toutes bénéficiaires des semences améliorées	665 femmes ont accès globalement à 988 ha ; . Ce qui porte à 2064 (1399+665) le total des femmes ayant accès à la terre. la mise à disposition de terre à sa femme(est un prêt tant qu'elle est encore la femme du Mari) exprimée sous le vocable « don du mari » est le mode qui a été le plus impacté ; 430 femmes y ont accès par ce mode cette année ; soit un total de 1829femmes	Il n'y a pas de GAP ; toutes les femmes accèdent à la terre pour cultiver quand elles le désirent. C'est la possession de la terre qui est diversement appréciée selon les communes ; par exemple, A Sokorbé et Falwel, les femmes n'héritent pas de la terre ; par contre à Djirataoua et Guidan Amoumoune, elles en héritent ; l'achat et la location sont t plus fréquents dans les villages ciblés de la région de Maradi que dans celle de Dosso	Données collectées par ONG Diko/source ONU Femmes

Output 1.2 Rural women have greater capacity to enhance and control local food security reserves and their production			
Indicator 1.2.1. Nombre de femmes ayant accès aux technologies innovantes Baseline:150 Planned Target: 14 705 bénéficiaires des plateformes et des kits de transformation agricoles	14705 Cible atteinte en 2017/ pas eu d'actions dans ce sens en 2018	La cible globale est atteinte mais la distribution des kits de transformation par le FIDA n'est pas encore terminée, comme les bénéficiaires de ces kits font partie des bénéficiaires des plateformes, le chiffre global est atteint	Rapport FIDA +Rapport ONUFEMMES
Indicator 1.2.2 : Quantité de stocks propres mobilisée par les femmes membres des OP Baseline:0 Planned Target : TBD	Mil : 490 sacs de 100kg ; Niébé : 454 sacs de 50 kg ; Souchet : 15 sacs	Il s'agit des stocks mobilisés sur fonds propres, différente de leur production individuelle.	Rapport ONUFEMMES et Diko
Outcome 2 Rural women have increased income to secure their livelihoods.			
Indicator: % d'augmentation de revenus générés par les coopératives de femmes rurales grâce à leurs ventes au PAM Baseline:83090,65 Planned Target: TBD	11,78% (3535 USD pour les femmes et au total 5439 USD)	Le prix d'achat des céréales est déterminé en fonction du prix du marché et s'aligne aux principes de la stratégie nationale des achats locaux approuvée par l'Etat ; il dépend ainsi de la réussite de la campagne agricole.	Rapport PAM
Indicator: Proportion de femmes rurales autonomes dans le domaine du contrôle des ressources mesurées sur la base de l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture Baseline: Planned Target: TBD	Sera connu si évaluation avec l'outil "index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture	NA	Rapport du FIDA d'évaluation sur la base de l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (le plaidoyer pour la mobilisation des ressources en vue de mener l'étude continue)
Output 2.1: Les femmes rurales ont amélioré leurs compétences entrepreneuriales et leurs chaînes de valeurs pour accéder aux marchés avec leurs produits			
Indicator 2.1.1. Nombre de femmes et d'hommes des OP féminines ou mixtes (avec des femmes aux postes de décision) qui participent aux programmes d'achats au PA du PAM) Baseline:0 Planned Target: 6,316 bénéficiaires (5053women+1263men)	3839 femmes et 2111 hommes	Le Gap sera comblé en 2019.	Rapport PAM+FAO +ONU Femmes
Indicator 2.1.2. Nombre de femmes des groupes/OP formels et informels qui ont reçu une formation sur l'entrepreneuriat agricole. Baseline: 0 Planned Target:600	19 femmes et 11hommes	Elles sont entrain de répliquer la formation en cascade pour former 1263 hommes et 5053 femmes.	Rapport PAM
Output 2.2 Rural women have increased access to decent wage employment opportunities			
Indicator 2.2.2. Preuves tangibles d'allègement de la charge de travail des femmes rurales Baseline: Planned Target: 6500	Résultats antérieurs, pas eu d'action en 2018 ;	Le processus est en cours pour 2019	Rapports de missions de sensibilisations des membres des OP +rapport ONUFEMMES
Indicator 2.2.3 Nombre de femmes rurales ayant initié des activités génératrices de revenus Baseline: 90 Planned Target : 1000	232 femmes (en 2017, elles étaient 733) soit un total de 965.	Le processus continue sur le terrain et les 1000 femmes ciblées seront atteintes d'ici Avril 2018	Rapport ONUFEMMES et ONG Diko

<p>Indicateur 2.2.4. Valeur monétaire du stock céréalier mobilisé par les femmes sur fonds propres Baseline: 0 Planned Target: TBD</p>	<p>valeur estimée à 11 940 000 CFA (environ 20 503,43USD)</p>	<p>NA</p>	<p>Rapport ONUFEMMES et ONG Diko + Rapport FAO</p>
<p>Indicateur 2.2.5. Montant de l'épargne mobilisée par les femmes à travers les caisses d'épargne et crédit : Baseline: 0 Planned Target : TBD</p>	<p>1 162 500 FCFA pour les groupes de la région Dosso(1125femmes). 7 061 600 FCFA pour ceux de Maradi (1848 femmes) Soit un total général de 8 224 100 FCFA8 environ 14 122,51 USD</p>	<p>NA</p>	<p>C'est l'épargne monétaire mobilisée à travers les groupes d'épargne et crédit/ rapport Diko et ONU Femmes</p>
<p>Outcome 3: Rural women have enhanced leadership and participation in their communities and in rural institutions, and in shaping laws, policies and programmes.</p>			
<p>Indicator: 3.1 Proportion de femmes rurales autonomes dans le domaine du « leadership » mesuré sur la base de l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture Baseline: Planned Target:</p> <p>Indicator: 3.2 Proportion de femmes rurales qui sont membres des commissions foncières de base Baseline: 10% (18 femmes)) Planned Target: 22% (40femmes)</p> <p>Indicator: 3.3 Proportion d'OP et/ou groupes informels dirigés par une femme/des femmes. Baseline: 0 Planned Target: 80%</p> <p>Indicator: 3.4 Preuves/évidence d'une amélioration du pouvoir de décision de la femme rurale au sein des ménages, organisations et communautés Baseline: 0 Planned Target: 4 communes d'intervention du programme RWEE</p>	<p>Seulement si évaluation avec l'outil WEAI</p> <p>80% (32 femmes des communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune) / pas eu d'évolution en 2018</p> <p>77,44% de Falwel, Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune/ évolution en 2018 dans 3 communes/129/167 des 105 Ops des Communes de sokobè ; Djirataou et G Amoumoune sont dirigés par des femmes. L'Op mixte (Elkoussa) du village de G. Wari est dirigé par un leader de club</p> <p>Témoignages en annexe</p>	<p>Données non encore disponible</p> <p>les 20 villages ont des commissions foncières ; seulement le gap est dû au fait que certaines femmes sont mortes/ quitté le village et n'ont pas été encore été remplacées</p> <p>Le processus continu non seulement dans la création des OP féminines mais aussi dans le renforcement des capacités des femmes et des hommes pour la participation des femmes aux instances dirigeantes des OP.</p> <p>Le renforcement continue</p>	<p>Rapport du FIDA d'évaluation sur la base du WEAI</p> <p>Rapports FAO +FIDA/suivi comité technique</p> <p>ONUFEMMES</p> <p>FAO+ONU FEMMES+ Rapport supervision conjointe comité technique</p>
<p>Indicator 3.1.1. Accroissement du taux de fréquentation des filles grâce aux cantines scolaires Baseline: 91% Planned Target: 98%</p>	<p>93%</p>	<p>Il s'agit du taux moyen global enregistré dans les 2 régions, dans les communes d'intervention du projet les taux peuvent dépasser ce chiffre</p>	<p>Rapport annuel PAM</p>
<p>Output 3.1 Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes ont davantage confiance en elles et d'aptitudes en leadership pour participer à la gouvernance locale</p>			
<p>Indicator 3.1.1. Nombre de femmes rurales ayant reçu une formation en communication participative et leadership féminin Baseline: Planned Target: 160</p> <p>Indicator 3.1.2. Preuves/évidence de femmes rurales qui ont accru leur confiance et estime de soi (ex, histoires des femmes élues aux conseils ruraux et/ou poste de direction au sein des OP; participation formelle des femmes aux réunions villageoises, etc.) Baseline: Planned Target:</p> <p>Indicator 3.1.3. Nombre de femmes rurales inscrites dans les centres alpha</p>	<p>160 leaders femmes sont formés et ont formé par la suite quelque 2.400 femmes des 120 Clubs DIMITRA</p> <p>Témoignages dans le texte;</p> <p>1159 femmes et 671 hommes</p>	<p>RAS</p> <p>NA</p> <p>Avec la stratégie de d'alphabétisation portée par la communauté, 104 animatrices et 141animateurs vont former les apprenants selon leur disponibilité. Plus d'apprenants ont</p>	<p>Rapport FAO</p> <p>Rapports des agences FAO, FIDA, PAM ONUFEMMES et rapports supervisions conjointes</p> <p>Rapport FAO+AEDL</p>

<p>Baseline: Planned Target: 1000 femmes et 500 hommes</p> <p><i>Indicator 3.1.4. Nombre de filles rurales des écoles à cantines scolaires ayant reçu une bourse pour continuer le cycle secondaire</i> Baseline:0 Planned Target: 345</p> <p><i>Indicator 3.1.4: Nombre de membres des groupes informels de femmes ayant reçu une formation formelle en matière de genre, communication participative, bonne gouvernance et leadership.</i> Baseline: 0 Planned Target: 160</p>	<p>963 filles du collège, primaire et lycée ont reçu des bourses trimestrielles de 12000F, 6000F et 18000F respectivement</p> <p>Pas eu de formation formelle en 2018, le renforcement a été fait au sein des clubs</p>	<p>été inscrits pour atteindre la cible aux termes de la formation</p>	<p>Rapport PAM</p> <p>Rapport FAO</p>
<p>Output 3.2: Les femmes rurales disposent de capacités d'organisation accrues pour former, maintenir et participer aux organisations de producteurs, coopératives et syndicats</p>			
<p>Indicator 3.2.1. Nombre d'organisations de producteurs et productrices qui sont renforcées Baseline: 0 Planned Target: 181 OP</p> <p>Indicator 3.2.2: Nombre de femmes rurales dans des OP ayant reçu une formation en genre, bonne gouvernance et efficacité des OP Baseline:0 Planned Target: 208 membres des 167 OP des 4 communes d'intervention du programme RWEE</p> <p>Indicator 3.2.3. Preuves/évidence tangible de femmes rurales qui ont accru leurs capacités à s'organiser et agir collectivement au niveau communautaire Baseline:0 Planned Target: femmes des 4 communes d'intervention du programme RWEE</p>	<p>167 OP des Communes de Falwel (25), Sokorbé (43) Djirataoua (40) et Guidan Amoumoune (59) regroupant 5397 membres parmi lesquels on compte 4277 femmes /</p> <p>34 femmes membres des 67 OP des communes de Falwel et Djirataoua ont bénéficié de la formation sur la gouvernance et l'efficacité des OP au cours de 3 sessions de formation ayant regroupées 79 participant-e-s. Les 34 femmes formées ont restitué par la suite la formation aux 1549 femmes.</p> <p>Deux autres réseaux des clubs Dimitra formés ce qui porte à 4 le nombre de réseau / voir réalisations des clubs dans le texte.</p>	<p>Il a été prévu de mettre à leur disposition les manuels traduits en langue. La traduction et la relecture sont en train d'être finalisées</p> <p>Le renforcement et le processus continu</p> <p>NA</p>	<p>Rapport FAO</p> <p>Rapport FAO</p> <p>Rapport FAO</p>
<p>Output 3.3: Rural women, including young women, have increased capacity to engage in and influence relevant policy forums at national and regional levels</p>			
<p>Indicator 3.3.1: Nombre des OP du niveau apex ayant reçu une formation en genre et équité, Baseline:0 Planned Target:6 OP au niveau apex</p> <p>Indicator 3.3.2. Témoignages/évidences /preuves de femmes rurales qui font entendre leur voix au niveau de la prise de décision. Baseline: Planned Target :</p> <p>Indicator 3.3.4. Nombre d'initiatives de plaidoyer initiées par les femmes rurales le 15 Octobre Baseline:0 Planned Target : 6</p> <p>Indicator 3.3.4. Appropriation de la commémoration du 15 Octobre par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant (baisse du nombre de JIFR dont la commémoration est coordonnée par le RWEE Baseline:0 Planned Target : 2 en 2017 et 0 à partir de 2018</p>	<p>3 OP apex dont 2 unions (Madda Ben et Kada Naka) et 1 fédération (SA'A)</p> <p>Voir témoignages en annexe</p> <p>3 initiatives de plaidoyer appuyées par les mairies ont été conduites par les communes de Falwel de Djirataoua et de Sokorbé aux éditions 2016, 2017 et 2018 de la journée des Femmes rurales.</p> <p>2- l'équipe du RWEEJP a coordonnée l'organisation de l'édition de 2016 ; a organisé l'édition de 2017 avec les ministères techniques, laissera l'institutionnalisation au MPF/PE. L'édition de 2018 a été coordonnée par le Ministère PF/PE</p>	<p>Le renforcement continue, objectif sera atteint d'ici avril 2018</p> <p>NA</p> <p>Il reste la commune de Guidan Amoumoune</p> <p>L'objectif est la prise en main par le gouvernement afin que le 15 Octobre soit la plage pour les femmes rurales pour leurs initiatives de plaidoyer. ce qui est fait en 2018. Le MPF/PE et le MAGEL ont co-organisé l'édition de 2018</p>	<p>Rapport FAO</p> <p>Rapport de supervision du comité technique et de suivi des ONG locales de mise en œuvre</p> <p>Rapport de supervision du comité technique et de suivi des ONG locales de mise en œuvre</p> <p>Rapport de supervision du comité technique et de suivi des ONG locales de mise en œuvre</p>
<p>- Output 3.4: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes sont davantage conscientes de leurs droits dans un environnement communautaire/local favorable.</p>			
<p>Indicator 3.4.1 Nombre de femmes et d'hommes qui participent dans l'approche des Clubs DIMITRA Baseline: Planned Target: 2400</p>	<p>2400 femmes et 1200 hommes des 4 communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune</p>	<p>RAS : cible atteinte, renforcement continu ; 1800 touchées au premier semestre, le reste le sera au second semestre</p>	<p>Rapport d'activités de l'ONG AEDL et des missions de supervision</p>

<p>Indicator 3.4.2. Nombre de villages/communautés qui s'approprient l'approche des Clubs DIMITRA Baseline: 0 Planned Target:20</p>	20 villages des communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune	RAS : le renforcement continue dans les 20 villages avec les visites d'échanges	Rapport d'activités de l'ONG AEDL et des missions de supervision
<p>Indicator 3.4.2. Nombre de réseaux de membres de Clubs DIMITRA mis en place et encadré pour la pérennisation des acquis Baseline: 0 Planned Target:4 réseaux communaux</p>	2 réseaux communaux au niveau de Falwel et de Djirataoua	Le processus est engagé pour les deux autres et sera complété d'ici fin 2015	Rapport FAO
<p>Outcome 4: Un environnement politique plus sensible au genre est garanti pour l'autonomisation économique des femmes rurales</p>			
<p>Indicator: Pourcentage du budget communal alloué à des programmes qui bénéficient aux femmes rurales /l'autonomisation des femmes dans les communes ciblées Baseline: 12% Planned Target : 30%</p>	12,5%	Dans la zone d'intervention plusieurs projets de développement qui appuient la transformation des produits agro sylvo pastoraux ; l'accès à l'eau potable ; la gestion de l'hygiène menstruel etc ... sont mis en œuvre par Lux-Dev, SWISS-AID et les agences des Nations Unies.	Rapport d'exécution budgétaire des communes
<p>Indicator: Pourcentage du budget du Budget national alloué au ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'enfant Baseline: 0,01% Planned Target: TBD</p>	0,01% pas de changement	Le montant global a augmenté, mais n'a pas influencé le pourcentage du budget global qui a aussi connu une hausse	Rapport de suivi de la Direction des études et de la programmation du Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'enfant
<p>Output 4.1: Policy makers and parliamentarians have enhanced capacities to effectively mainstream gender into land, food, agriculture, nutrition and rural employment policies, laws and budgets.</p>			
<p>Indicator 4.1.1. Mesure dans laquelle la politique nationale révisée et la stratégie d'Autonomisation des femmes intègrent les activités et les bonnes pratiques du JP-RWEE Baseline: il existe une politique nationale genre sera révisée en 2017 Planned Target: Prise en compte des actions et bonnes pratiques du JP-RWEE dans au moins ces deux documents nationaux</p>	Le plan quinquennal de mise en œuvre de la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes intègre les actions du JP-RWEE dans	pas de GAP	Les documents de plan d'action de mise en œuvre de la PNG validés et de stratégie validés
<p>Output 4.2: An enabling environment is promoted to reflect rural women's priorities in regional policy processes.</p>			
<p>Indicator 4.3.1. Nombre de mécanismes de dialogues régionaux en matière de développement rural qui implique les groupes et OP des femmes rurales Baseline:8 Planned Target:20</p>	17 cadres et plateformes répertorié au niveau régional, départemental et communal- pas eu d'actions dans ce sens en 2018	Le processus de renforcement continue	Rapport FAO+ONUFEMMES
<p>Indicator 4.3.2: Nombre de session de débat thématique organisés pour stimuler la participation des femmes et des OP aux espaces et plateformes de dialogues Baseline: 0 Planned Target:4</p>	2 / (pas eu d'avancée en 2018)	Les autres seront organisées avant avril 2018	Rapport des sessions -FAO
<p>Indicator 4.3.3. Nombre de techniciens des services techniques et ONG partenaires formés pour accompagner les OP (genre, gouvernance, équité, plateforme de dialogue, loi OHADA etc.) Baseline:8 Planned Target:20</p>	45 dont 12 ONG (4 femmes);28 ST (6 femmes);4 Mairies (1 femme); 1 (Projet) qui accompagnent les formateurs formés dans la restitution des formation aux membres des OP	Le processus de formation continue	Rapport FAO

iii) A Specific Story

Récit 1 : A deytagui Yamba, la lutte contre le mariage précoce continue

Deytégui Yamba, village situé à 17 km au sud-ouest de Falwel, est partenaire du Programme Conjoint JP-RWEE et compte 6 Clubs Dimitra à l'instar de quatre autres villages de la même commune rurale de Falwel. Sous un neem bien ombragé, qui laisse se rafraichir l'air chaud des 44° degrés de ce jour d'avril, Fati Moumouni, la quarantaine, femme leader d'un des Clubs de son village, auréolée par une trentaine de femmes membres, est assise, avec une fierté à peine dissimulée, sur un tabouret taillé dans une branche d'arbre et qui semble discrètement magnifier sa stature.

Devant le parterre d'hommes et femmes, elle se veut rassurante pour prendre la parole à sa demande. Elle articula distinctement les mots et rappela que cela fait trois ans que les Clubs Dimitra s'implantaient dans son village. Elle exprima la satisfaction de son Club à l'idée d'analyser, à l'échelle du village, du collectif Club et au niveau individuel, les résultats quantitatifs et qualitatifs engrangés grâce à l'initiative des Clubs Dimitra. L'un des premiers thèmes considérés comme fléau devenu récurrent dans mon village et discuté par les Clubs, disait-elle, a été le mariage précoce des jeunes filles. Les conclusions ont poussé les clubs à s'engager dans plusieurs actions de sensibilisation sur ses conséquences. Un comité de veille a vu le jour pour surtout approcher d'une part les parents afin de les dissuader et imposer aux jeunes garçons ou hommes prétendants des amendes, rien que pour toute tentative rendue publique. Ce dispositif consensuel a beaucoup contribué à raréfier le mariage précoce. Nonobstant ces précautions, la maman de Fatia Seydou, une jeune fille âgée de treize ans à l'arrivée des Clubs, non scolarisée et orpheline de père a subi des pressions durant deux ans. Cette maman, Fati Moumouni, leader de son club, raconte qu'elle a usé de toute son énergie pour éviter à sa fille cette tragédie. « Des hommes se sont présentés en me miroitant du confort pour ma fille, des biens matériels de façade et de la corruption » raconte-t-elle. « Certains demandeurs sont venus par le canal des liens de parenté suivi souvent de menaces en estimant que mon refus pourrait déboucher sur un malheur pour ma fille et moi. J'ai tenu bon, encouragée et soutenue constamment par les hommes et les femmes membres des Clubs. Si, en tant que leader, tu fléchis, me disaient-ils, nos décisions au sein des clubs ne connaîtront plus de succès et en plus ta fille non plus ne te pardonnera jamais cette erreur déjà commise par d'autres parents dont tu connais bien la situation. Je me réjouis aujourd'hui que ma fille, à 17 ans, dialogue avec moi en me relevant à quel point, des femmes et des filles du village et des villages voisins me citent parmi ceux et celles qui ont mené ce combat contre le mariage précoce des jeunes filles. Toutes les filles, ça devient à présent de plus en plus fréquent, se sentent plus impliquées dans la décision de leur mariage et choisissent elles-mêmes quand et avec qui se marier. Elles se sentent aussi plus respectées dans leur foyer car elles ont eu, avant le mariage l'occasion de discuter, voire de négocier, avec leur prétendant, loin des décisions jadis unilatérales des parents ».

« Je reste convaincue que ces futures femmes ne laisseront leurs progénitures subir ce qu'elles ont évité en connaissance de cause ».

Récit 2 : *Des normes sociales discriminatoires se transforment à l'échelle locale/ Des veuves se remarient*

Amina Kaillou 61 ans, est femme leader d'un des quatre Clubs Dimitra de femmes de Malla Koira, village situé à 18 km à l'est de la commune rurale de Falwel.

Elle célébra son mariage à l'âge de 15 ans, en 1973, et a élevé sept enfants, dont quatre filles et trois garçons. Son aîné, Abdoulaye Djibo, s'est marié en 2001 et est aujourd'hui père de trois enfants. En 2004, alors qu'elle avait 46 ans, Amina a perdu son mari, Djibo Zako, suite à un accident de circulation. Depuis lors Amina était veuve. Jusqu'en 2016.

Selon les traditions, les veuves dont les belles mères sont vivantes ne peuvent pas se remarier et les hommes ont du mal à les approcher de crainte d'être pointé du doigt. On dit qu'un homme qui recherche une veuve l'aimait avant le décès de son mari.

Avec l'arrivée des Club Dimitra dans le cadre du Programme Conjoint d'Autonomisation des Femmes Rurales, en avril 2015, dans le village de Mallam Koira, un des Clubs des femmes a proposé que le thème de

l'interdiction de remariage des femmes veuves en âge de procréer soit discuté. Vu son importance, cela a été aussitôt validé en assemblée villageoise, ce qui a permis aux clubs du village de discuter et de revenir ensuite à l'assemblée villageoise pour proposer les résultats des discussions et les propositions de solutions, donnant ainsi au « remariage des veuves » sa légitimité populaire.

Une année après, en mars 2016, ce contexte favorable a permis à Amina Kailou de se remarier au cours d'une cérémonie hors pair car il s'agissait du premier remariage d'une veuve dans le village. Cela a marqué le coup de grâce qui a permis de bannir à jamais cette norme discriminatoire sans fondement. Aujourd'hui, une fille est née de cette union et Amina est devenue une ambassadrice de la cause au village. Partout où elle passe, elle promulgue de sages conseils aux femmes veuves pour qu'elles se remarient, et continue les débats au sein des Clubs Dimitra. Aissa Amadou a été la première dans le village à lui emboîter le pas, quelques mois plus tard, et plus de 12 mariages de ce genre ont ensuite été célébrés dans le village de Mallam Koira. Amina affirme même avoir fait le travail hors de son village avec une de ces cousines qui était restée 5 ans sans se remarier et qui se trouve actuellement dans son foyer. Elle dit vivre sa nouvelle vie avec satisfaction et se dit fière du cadre de vie biparental dont peuvent profiter ses enfants orphelins de père.

Source : Rapport de l'ONG AEDL dans le cadre de la mise en œuvre du JP-RWEE

Récit N03 : L'allègement des tâches et le développement des AGR

Aissa Ménagère, âgée de 55 ans, vit dans le village de Madou situé à 22 km à l'ouest de la commune rurale de Sokorbé. « Je fais le commerce des feuilles de Moringa préparé chaque jour pour m'acheter de la cola (est un comestible utilisé en général par les vieillards et qui leurs permet de se débarrasser de la fatigue et autre maux du corps ; la cola est aussi un terme utilisé pour décrire le statut de quelqu'un, pour dire que cette personne a les moyens de s'acheter quelque chose sans attendre tout d'une autre personne.) et quelques besoins quotidiens. Mais la corvée de l'eau que me prend environ quatre heures par jour, fait en sorte que mon petit commerce s'est ralenti. Car en laissant la marmite sur le feu je la trouve plusieurs fois renversée par les animaux. Et au fil du temps à cause des pertes répétitives j'étais découragée et j'ai dû abandonner. Mais avec l'installation des douze (12) poulies sur les deux puits de de mon village en une heure de temps ma corvée d'eau est finie. Avec ce regain de temps de trois heures, j'ai décidé de reprendre mon commerce de Moringa communément appelé Kopto. Avec une moyenne de vente de trois tia (tasse utilisée comme mesure locale ; sa contenance en céréales vaut 5kg) par jour je gagne un bénéfice de 450 F par jour (0.80 USD) soit 13500 F (23.5 USD) par mois. C'est dans cette marge bénéficiaire que je donne chaque matin 150 F à mes trois petits enfants (2filles et un garçon) qui vivent avec moi pour argent de récréation à l'école. J'utilise aussi cette marge bénéficiaire pour l'achat des condiments et pour m'acquitter de mes obligations sociales, les contributions que je donne aux voisins qui organisent mariages, baptêmes ou autres cérémonies. L'apport de ces poulies n'est plus à démontrer parce que le résultat se sentent dans tous les ménages. Je suis très satisfaite et je remercie le Programme Conjoint de nous avoir soulagées dans cette corvée. J'espère qu'un jour, une borne fontaine nous sera installée afin de libérer encore plus de temps pour renforcer nos Activités Génératrices de Revenus (AGR) et nous lancer dans l'entreprenariat.

:

II. Autre évaluation si applicable :

Une évaluation à mi-parcours du JP-RWEE est en cours de préparation.

D'autres part, au plan national, le Niger s'est inscrit en cette année 2018 pour présenter son premier rapport national volontaire au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) 2018 dont la thématique a porté sur la « **Transformation vers des sociétés durables et résilientes** ». La Revue Nationale Volontaire sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) a été conduite de manière participative par le Ministère du Plan qui a mis en place un Comité Technique de Supervision comprenant la Direction Générale du Plan et de la Prospective, l'Institut National de la Statistique, le Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement et du développement Durable (CNEDD), le Ministère en charge des Affaires Etrangères et de la Coopération, et les Agences du Système des Nations Unies (PNUD, PAM, UNICEF). Ce premier rapport national de revue

volontaire, met en exergue le niveau de prise en compte des ODD dans la stratégie d'édification d'un Niger émergent à l'horizon 2035.

D'une manière générale, le rapport fait état d'une tendance contrastée dans l'atteinte des objectifs et plus particulièrement ceux qui sont retenus pour le forum de Haut Niveau de juillet 2018 qui sont les ODD 6 ;7 ;11 ;12 ;15 et 17. Le Niger a besoin de toute évidence, de renforcer ses actions pour un accès universel à l'eau potable, valoriser son fort potentiel énergétique (notamment le solaire) et le rendre accessible à tous, réduire la proportion de ménages vivant dans des villes mal viabilisées et dans des logements non adéquats et, à mettre à l'échelle les expériences réussies et bonnes pratiques en matière de gestion durable des terres et des écosystèmes terrestres. Pour cela, le Niger mise sur une transformation radicale du système éducatif, la création de compétences avérées dans tous les secteurs de l'économie nationale et un changement de comportement social et sociétal aussi bien en milieu urbain que rural. Le Rapport précise les différents processus mis en œuvre pour la prise en compte des ODD dans la planification nationale et donne un aperçu général sur la mise en œuvre de tous les ODD, à l'exception de l'ODD 14 qui ne concerne pas le Niger.

IV. Programmatic Revisions (if applicable) / Révision programmatique si applicable

Un processus global d'ajustement des documents de planification du programme aux ressources disponibles a été finalisé dans le premier trimestre 2018. Ainsi, à l'instar des autres pays, le Niger a finalisé la réactualisation de son document de programme sur la base de sa note conceptuelle, des leçons tirées de 2017, des enrichissements du comité de pilotage national et des feedbacks du Comité consultatif technique international. Les principales activités ciblées et les modifications ont porté essentiellement sur des précisions concernant le ciblage des bénéficiaires, le renforcement des acquis, la durabilité et la stratégie de pérennisation. En outre, il a été négocié et obtenu par le comité technique international la prolongation de l'ouverture du fonds fiduciaire jusqu'en juin 2020.

V. Coordination mechanisms / mécanisme de coordination

La mise en place des mécanismes de coordination a été effective en fin 2015. Il s'agit d'un Comité de pilotage national, d'un Comité technique, et d'une coordinatrice nationale. En 2016, une plateforme d'échange avec les ONG partenaires été aussi mise en place.

La coordinatrice nationale a été recrutée le 19 février 2015 pour coordonner les activités du programme, faciliter la circulation de l'information, assurer une meilleure synergie entre les parties prenantes chargées de la mise en œuvre et contribuer au besoin à la mobilisation des ressources.

Le Comité technique est composé d'experts techniques des quatre agences des Nations Unies (FAO, FIDA, PAM, UN WOMEN) ; des Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage ; d'une représentante de la Direction de l'autonomisation économique des femmes du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, d'un Représentant du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N. Son travail consiste à : élaborer la planification des activités et du budget du programme conjoint ; Assurer un suivi régulier des activités du Programme, cultiver la synergie et formuler des recommandations aux intervenants pour l'atteinte des objectifs. Depuis Novembre 2015, il a été convenu que ses rencontres soient mensuelles. Il a ainsi tenu ses réunions régulières de 2018 et des réunions ad hoc pour répondre au besoin d'échanges ponctuels (les réponses aux appels à proposition, la préparation de la journée de la femme rurale etc...) Il a conduit comme planifié ses deux missions de supervision conjointes.

Le Comité de pilotage national est composé de : 1 Président (e) : le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage; 1er Vice-Président (e) : Secrétaire Général (e) Adjoint (e) du Ministère de la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant ; 2ème Vice-Président : Secrétaire Général (e) du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N ; La Directrice Nationale de l'Autonomisation Economique des Femmes du Niger, Un Représentant de la Cellule genre du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ; Un Représentant de la FAO ; Un Représentant du FIDA ; Un Représentant du PAM ; Un Représentant de l'ONU FEMMES ; Deux Représentantes des Femmes Rurales par commune.

Son rôle principal est de donner une orientation stratégique au programme conjoint, de valider ses planifications annuelles des activités et budgets, de contribuer à la mobilisation des ressources, d'apprécier les niveaux de réalisation des activités du programme et formuler des recommandations pour sa bonne marche. Les réunions ordinaires du comité de pilotage sont annuelles et ou au besoin. La rencontre ordinaire de 2017 a été tenue en février 2018 à Dosso. Elle a été précédée par une visite de terrain dans deux villages de la région de Dosso. C'est cette visite de terrain qui a permis aux membres du comité de pilotage d'apprécier le niveau d'avancement des activités et valider la planification 2018-2019 qui a été ensuite approuvée par le comité de pilotage international.

La plateforme d'échanges avec les ONG partenaires : c'est une des recommandations du bilan annuel 2015. Pour son opérationnalisation, il a été retenu que :

- L'objet du cadre d'échange est « l'échange d'expériences mutuelles et la culture de la synergie » ;
- Les ONG créent une plateforme virtuelle d'échanges entre elles ; une mailing liste est partagée dans ce sens ; Les ONG partenaires soumettent des TDR à cet effet pour préciser les attentes vis-à-vis du programme un mois avant la rencontre ;
- Les ONG partenaires ont unanimement désigné Mr Ibrahim Seybou, coordonnateur de l'ONG AEDL, comme leur point focal.

Deux rencontres annuelles sont convenues, couplées aux missions de supervision conjointes. En 2018, une rencontre a été couplée à la mission de supervision conjointe et la seconde à l'atelier de renforcement de la synergie décrit plus haut.

VI. Ressources

Le Niger a reçu une allocation supplémentaire de 800 000 \$US en 2018. Le tableau ci-dessous donne par agence le niveau de consommation budgétaire ; la situation de fin décembre 2018 a été extraite du rapport financier validé du MPTF.

Participating	Total reçu	Reçus en juillet 2018	Total reçu	% dépensés
Organization	jusqu'en 2017			Décembre 2018
FAO	900250	290000	1190250	79,05%
IFAD	491543	170000	661543	
UNWOMEN	486193	170000	656193	
WFP	510271	170000	680271	
Total Niger	2388257	800000	3188257	

Les actions de mobilisation de ressources conduites en 2018

Une réponse à l'appel à proposition GIP3 du Peace Bulding Fund a été formulée et une proposition conjointe FAO-ONU Femmes a été approuvée pour un montant de 1 500 000USD. Ce projet intitulé « Promotion de la cohésion sociale entre agriculteurs et éleveurs (hommes et femmes) dans les régions de Dosso et Maradi à travers une approche basée sur le genre et la diversité » a été conçu sur la base des enseignements tirés du JP-RWEE et interviendra dans quatre autres communes des régions de Dosso et Maradi Il est noté, au dernier paragraphe de la P.9 du document de projet que : « Plusieurs leçons apprises de la mise en œuvre du programme conjoint autonomisation économique des femmes rurales (JP-RWEE) dans les 4 communes de convergence des régions de Maradi et Dosso seront capitalisées dans la stratégie de mise en œuvre de la présente initiative. Il s'agit de l'utilisation de l'approche des clubs Dimitra comme porte d'entrée pour la mise en œuvre des activités sur le terrain ; la mise en place d'un comité technique pour assurer la planification opérationnelle, le suivi de la mise en œuvre et des décisions stratégiques qui permettent de la parfaire ; la mise en place d'un cadre d'échanges avec les ONG de mise en œuvre élargie aux services techniques pour cultiver la synergie et alimenter la gestion des connaissances, de la mise en place et de l'accompagnement des commissions foncières au niveau des villages ; la prise en compte du genre dans les documents nationaux (l'ordonnance portant création, composition et fonctionnement des commissions foncières des villages et tribus.